

Programme des Nations Unies
pour le développement



**Rapport de l'Atelier Régional
sur les processus de Suivi-Evaluation
en Afrique de l'Ouest et du Centre**

Nouakchott

23-25 novembre 2004

Table des matières

Introduction	P. 3
Les objectifs de l'atelier	P. 4
Le déroulement de l'atelier	P.4
Session 1 : Cérémonie d'ouverture de l'atelier	P. 5
Session 2 : Les défis et enjeux en matière de Suivi-Evaluation	P. 6
Session 3 : Les initiatives en matière de renforcement des capacités de Suivi-Evaluation	P. 6
Session 4: Les dispositifs et instruments de Suivi-Evaluation	P. 8
Session 5 : La convergence des initiatives de développement et le Suivi-Evaluation	P. 9
Session 6: Les domaines d'application du Suivi-Evaluation	P. 13
Session 7: Le Suivi-Evaluation des initiatives globales (OMD-DSRP-DHD-NEPAD), les domaines d'application et les instruments au niveau national	P. 17
Session 8 : Le suivi de l'objectif 8 des OMD au niveau des pays du Sud	P. 20
Session 9 : Les enjeux et priorités en matière de Suivi-Evaluation et les responsabilités et modalités en vue de l'accompagnement des processus en cours au niveau national	P. 23
Session 10 : La Cérémonie de clôture de l'Atelier régional	P.25
Les recommandations de l'Atelier régional	P. 26
Les Annexes du Rapport :	P. 29
-L'agenda de l'atelier	
-Les discours d'ouverture et de clôture	P. 37
-La liste des sites traitant des questions de Suivi-Evaluation	P. 45
-La liste des participants	P. 57

Introduction

Le suivi et l'évaluation font partie des mécanismes permettant d'améliorer la performance des politiques d'aide au développement ainsi que l'apprentissage organisationnel par la gestion des connaissances et la coordination des initiatives de développement.

Cependant, ce domaine est diversement appréhendé par les acteurs, dont les agences des Nations Unies, amenées à l'appliquer à leurs politiques, programmes et projets, conformément aux cadres de coopération et initiatives définies par les gouvernements et les partenaires au développement.

Des orientations et programmes conjoints ont impulsé des initiatives en faveur de la promotion du Suivi-Evaluation. Des initiatives remarquées ont été engagées dans un certain nombre de pays dont notamment le Niger, le Burkina Faso, le Cameroun et la Mauritanie. Cependant, la consolidation des initiatives en cours, le développement d'échanges d'expériences et la promotion d'actions d'auto-formation et d'appui aux activités de Suivi-Evaluation semblent indispensables, en Afrique de l'Ouest et du Centre.

C'est en s'inscrivant dans cette logique que les agences des Nations Unies en Mauritanie, en lien avec les bureaux régionaux situés à Dakar, ont pris l'initiative d'organiser un atelier régional sur les processus de Suivi-Evaluation en Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'atelier s'est tenu à Nouakchott du 23 au 25 novembre 2004 et a réuni vingt pays et près de vingt cinq institutions internationales et régionales dont la plupart étaient représentées à un haut niveau.

Avec près de 100 participants, il a marqué une étape décisive dans les processus de suivi et d'évaluation des politiques de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'atelier a permis aux participants de renforcer leurs connaissances et d'échanger des expériences en matière de Suivi-Evaluation. Il a été formellement soutenu par le gouvernement mauritanien ainsi que par l'OCDE, la Banque Africaine de Développement, l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, les principaux bailleurs de fonds, les représentants des ONG et du secteur privé, et l'ensemble des agences du Système des Nations Unies.

Le pilotage de l'atelier a été assuré par Mme Cécile Molinier, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies en Mauritanie avec l'appui de l'équipe pays et notamment du Comité chargé des questions de suivi évaluation, présidé par Mr Souleymane Diallo, Représentant de l'UNICEF. Les conseillers économiques du PNUD en Mauritanie et au Sénégal, Mr Luc Joël Grégoire et Mr Mohamed Ali Lemrabott, se sont chargés de sa réalisation avec l'appui des équipes régionales en charge du Suivi-Evaluation et des réseaux déjà opérationnels.

Les objectifs de l'atelier

L'atelier avait pour principal objectif de procéder à des échanges d'informations sur les démarches les plus appropriées pour valoriser les compétences nationales d'une large communauté d'acteurs en matière d'évaluation des politiques de développement, créer les synergies essentielles et les partenariats indispensables à la conduite des processus nationaux et sous régionaux de Suivi-Evaluation et à leur pérennisation. Il s'agissait en particulier de :

1. permettre une compréhension commune des enjeux de l'évaluation ;
2. identifier les besoins et les opportunités en matière de Suivi-Evaluation ;
3. favoriser une culture de l'évaluation au sein du SNU et des pays participants ;
4. appuyer le renforcement des capacités en évaluation des politiques, programmes et projets de développement ;
5. définir les axes de collaboration entre pays en matière d'échange d'expériences et de renforcement des capacités en évaluation.

Le déroulement de l'atelier

Au cours de trois journées de travail, l'atelier a permis aux participants d'aborder un grand nombre de sujets. Ce rapport en résume les principaux et met en exergue les éléments saillants des discussions.

Session 1 : Ouverture de l'atelier

L'ouverture de l'atelier a été marquée successivement par trois discours :

- Le discours de Mme Cécile Molinier, la Coordinatrice des agences du SNU en Mauritanie
- Le discours de Mr Souleymane Diallo, Représentant Résident de l'UNICEF, Président du Comité de Suivi-Evaluation des Agences du SNU en Mauritanie, et le
- Discours d'ouverture de l'Atelier Régional par le Ministre des Finances de la Mauritanie, ministre des affaires économiques et du développement par intérim.

Les trois intervenants ont souligné l'importance qu'ils attachent au Suivi-Evaluation et à l'atelier, notamment au regard des opportunités et des menaces qui ressortent du contexte actuel marqué notamment par l'émergence des OMD comme cadre consensuel pour le développement, l'apparition de nouvelles initiatives d'intégration régionale comme le NEPAD, et la résurgence du débat sur l'efficacité de l'aide au développement notamment dans la perspective de la réalisation des OMD.

Session 2 : Les défis et enjeux en matière de Suivi-Evaluation

(La Séance était présidée par Mme Cécile Molinier, Représentante Résidente du PNUD en Mauritanie)

Dans ce domaine, les nouvelles directives de la programmation conjointe et le Suivi-Evaluation dans la mise en œuvre des politiques, programmes et projets, ainsi que le rôle de l'évaluation dans une approche de gestion axée sur les résultats ont été abordés comme sujets principaux.

Il est ressorti des débats et présentations que plusieurs éléments sont à considérer pour le Suivi-Evaluation :

- Les composantes d'un système de planification et de Suivi-Evaluation
- La définition d'une chaîne de résultats
- La conception d'une matrice des résultats
- Le CCA/UNDAF et le DSRP/CSLP
- Les étapes de mise en place d'un système de Suivi-Evaluation (S&E)

De ces différents points, on note qu'un système de planification, de suivi et d'évaluation a pour objet de permettre aux parties prenantes de prendre des décisions en connaissance de cause et de mieux planifier la réalisation de leurs objectifs de développement. De plus, il vise à démontrer les résultats.

Pour être performant, un système de planification, de suivi et d'évaluation devrait s'appuyer sur les composantes suivantes :

- L'existence d'une unité de suivi et d'évaluation ou de personnes désignées ayant les compétences techniques requises et responsables de PSE ;
- La promotion de partenariats ;
- Le budget de S&E propre à satisfaire les besoins ;
- Des directives et une orientation claires en matière de S&E ;
- Des résultats et cibles bien définis pour les programmes nationaux ;
- Une série d'indicateurs ;
- Des mécanismes de collecte, d'analyse et de diffusion de données ;
- Des examens et évaluations de la réalisation des résultats du programme ;
- Une base de données centralisée ;
- Des rapports d'activité sur les programmes ;
- Des réunions régulières permettant aux parties prenantes d'examiner les données sur les indicateurs, les résultats de la recherche opérationnelle et les conclusions des évaluations.

Les principes et la démarche de la programmation conjointe ont été impulsés par les nouvelles directives du CCA/UNDAF et leurs implications auront un impact sur les démarches de S&E.

De façon spécifique, le processus commence par le CCA qui consiste à faire une évaluation commune de la situation tout en dégagant les axes prioritaires pour le cycle de programmation suivant. L'exercice est suivi par l'élaboration de l'UNDAF, le cadre commun des agences du système des Nations Unies pour leur assistance au développement. Celui-ci étant guidé par les éléments suivant : la cohérence avec les orientations et les priorités nationales, le positionnement des programmes par rapport aux OMD, l'établissement d'un cadre logique des résultats, une matrice des résultats de l'UNDAF avec des indicateurs de Suivi-Evaluation et un plan de suivi évaluation. Ce document constitue la plate-forme pour les actions conjointes des différentes agences du Système des Nations Unies. C'est un système de gestion axé sur les résultats qui appelle un système de suivi évaluation permettant de suivre et d'évaluer sur une base progressive et régulière la contribution des programmes à l'atteinte des résultats escomptés.

Dans le processus de Suivi-Evaluation, une approche de gestion axée sur les résultats joue un rôle primordial. Le système d'évaluation doit être conçu de façon à fournir les informations sur la performance en temps voulu et de faire des adaptations et ajustements nécessaires.

La mise en place d'un système de suivi évaluation dans une approche de gestion axée sur les résultats constitue déjà un enjeu car il doit garantir : un changement dans les conditions de vie de la population, l'efficacité de l'aide, l'obligation de rendre compte, de tirer des enseignements et ajuster. En outre, il permet de suivre les performances, l'efficacité, la qualité, l'impact par rapport aux résultats escomptés. En définitive, il fournit une base d'apprentissage pour éclairer les prises de décision dans le sens de maximiser les résultats.

Les enjeux et les défis sont les suivants :

- l'établissement d'un cadre logique et d'une chaîne des résultats cohérents avec les objectifs et priorités nationales ainsi qu'avec les OMD ;
- l'élaboration d'un plan de suivi évaluation avec indicateurs à tous les niveaux de résultats ;
- l'identification et la gestion des risques ;
- système d'information pour disponibiliser les données pour le suivi et l'évaluation ;
- la focalisation des ressources sur les résultats attendus ;
- le renforcement des capacités nationales ;
- l'institutionnalisation de l'évaluation ;
- l'instauration de la culture de l'évaluation pour en faire un instrument de bonne gouvernance ;
- la promotion de l'utilisation des évaluations réalisées, car une évaluation ne vaut que par son utilisation pour la prise de décisions qui impacte les conditions de vie des populations pour lesquelles les actions de développement sont conçues ;
- l'amélioration du processus de planification pour tenir compte des résultats des évaluations ;
- la participation de toutes les parties prenantes à l'évaluation (gouvernement, société civile, bailleurs de fond etc.) ;
- la prise en compte des spécificités culturelles et sociales notamment à travers les termes de référence pour les évaluations ;
- voir la possibilité de distinguer le suivi de l'évaluation ;
- l'accès à l'information sur les bonnes pratiques ;
- l'affectation des ressources suffisantes pour l'évaluation ;
- la définition de la terminologie ;
- l'adoption des stratégies adaptatives pour tenir compte des évaluations.

En conclusion, l'évaluation n'est pas seulement une technique, mais elle est une culture qui a son langage, ses valeurs, ses normes et ses pratiques. De plus, elle revêt une dimension politique dont il convient de prendre en considération tout au long du processus.

Session 3 : Les initiatives en matière de renforcement des capacités de Suivi-Evaluation

(La séance a été présidée par Mr Souleymane Diallo, Représentant de l'UNICEF en Mauritanie)

Ce thème a été abordé à travers deux communications qui ont porté sur les sujets suivants :

- Le renforcement des capacités en évaluation dans les pays francophones du Sud ;
- Les priorités en matière de renforcement des capacités de Suivi-Evaluation : les appuis du Programme régional AFRISTAT-PNUD.

1) Le renforcement des capacités en évaluation dans les pays francophones du Sud

Une excellente communication de Mme Isabelle Sannié de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF) a été présentée au cours de cette session. Elle a permis de rappeler le contexte favorable au développement de l'évaluation qui est devenue une exigence des organisations multilatérales tant pour contribuer à l'amélioration des politiques et stratégies de développement que pour apporter les preuves d'une bonne gouvernance. Cette communication a insisté sur le fait que l'évaluation est une culture plus ancrée dans les pays de tradition anglo-saxonne (à l'exception du Canada) et qu'il est essentiel aujourd'hui d'apporter en ce domaine des appuis pour le renforcement des capacités de Suivi-évaluation dans les pays francophones. A cet égard, l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie souhaite, favoriser le développement des pratiques de Suivi-Evaluation dans les 51 pays membres de l'AIF, promouvoir les échanges entre évaluateurs francophones (réseau international) et renforcer la présence des francophones, du Nord et du Sud, dans les instances et conférences internationales consacrée à l'évaluation. Pour ce faire, l'AIF va appuyer les dispositifs institutionnels qui concourent au Suivi-Evaluation notamment les réseaux nationaux et soutenir la pratique effective de l'évaluation, des formations et l'utilisation des résultats des évaluations dans la gouvernance. Elle va permettre la participation des coordonnateurs de réseaux aux manifestations régionales et internationales en évaluation, soutenir l'organisation de réunions et de formations à l'échelle régionale et rendre disponible toute information susceptible d'aider au déploiement des réseaux (via un site portail). Avec l'appui du PNUD, de l'UNICEF et de la BAD, L'AIF souhaiterait organiser une évaluation des capacités de Suivi-Evaluation dans quelques pays pilotes ainsi qu'une formation de haut niveau en évaluation .

2). Les priorités en matière de renforcement des capacités de Suivi-Evaluation : les appuis du Programme régional AFRISTAT-PNUD

Mr Djima Moussiliou Moustapha, Expert en suivi des DSRP/OMD auprès d'AFRISTAT, a présenté le Programme d'appui pour le suivi régional des SRP et des OMD, basé à Bamako. Il a rappelé que cette initiative est l'expression de besoins exprimés par les pays pour la mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation des DSRP et des OMD à travers l'organisation des systèmes d'information existants. Il a rappelé le rôle joué par les dispositifs statistiques nationaux et les observatoires, instruments de valorisation des données statistiques mais également de plaider. Il a mentionné les multiples contraintes (humaines, techniques, financières et institutionnelles) observées pour la régénération de ces dispositifs majeurs et a explicité le contenu de cette initiative nouvelle co-dirigée par le Département des Affaires Economiques et Sociales de l'ONU (UNDESA), le PNUD et AFRISTAT.

Ce projet régional d'appui à la création ou à l'amélioration des capacités techniques et institutionnelles au suivi des SRP et OMD est un projet fondé sur le principe de l'harmonisation des concepts et des méthodologies qui bénéficiera aux pays qui feront la demande. En fait, il s'agit

de doter les pays concernés de systèmes d'informations appropriés, cohérents et efficaces permettant de répondre aux besoins de production et d'analyse, à intervalles réguliers, d'indicateurs pertinents pour le suivi-évaluation des DSRP et des OMD.

Les débats de l'atelier ont porté sur la nécessité de concevoir et développer des systèmes d'information sur la lutte contre la pauvreté concourant au suivi des DSRP et OMD, incluant le suivi du bien-être et des conditions de vie des populations, le suivi de l'exécution des PPP et l'évaluation d'impact et la diffusion des informations. Il a été insisté sur le besoin de renforcer les capacités des Instituts nationaux de la statistique (INS) et des structures spécialisées, en particulier les observatoires, dans le domaine de la collecte, du traitement, de l'analyse et de la diffusion de l'information en suggérant la conception d'un cadre de référence et un support méthodologique minimum commun pour la conception d'un système d'information sur la pauvreté et les OMD (avec des instruments harmonisés et normalisés).

Il a également été suggéré un bilan diagnostic des observatoires et autres dispositifs institutionnels existants et des recommandations sur les caractéristiques d'un schéma institutionnel cohérent et durable pour la réalisation de rapports de progrès harmonisés sur les indicateurs retenus par les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) et les OMD.

Enfin, les participants ont convenu que le renforcement des capacités de Suivi-Evaluation se fait à deux niveaux : le niveau central et le niveau décentralisé. Seule la prise en compte de ces deux dimensions permet un véritable renforcement des capacités. Il importe à cet égard de veiller à une bonne utilisation des outils technologiques disponibles et notamment à leur approbation par tous les acteurs concernés. La diffusion des informations et une approche participative sont également essentielles pour le renforcement des capacités.

Session 4 : Les dispositifs et instruments de Suivi-Evaluation

(Cette séance a été présidée par Mr Mukhasa Makiashi Willy, Assistant du Vice Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République Démocratique du Congo)

La quatrième session s'est articulée autour du thème relatif aux dispositifs et instruments de suivi-évaluation. Ce thème a été illustré par le biais de trois exemples :

- Le processus de suivi des CSLP : l'expérience du Sénégal.
- DEVINFO, un instrument clé de suivi évaluation.
- La base de donnée du Programme régional Plateformes multifonctionnelles
- La dimension énergétique et les OMD.

Mr Wally Badiane de l'UNICEF et Mme Sophie Jacques du Programme régional Plate-forme Multifonctionnelle du PNUD ont présenté la base de donnée DEVINFO en insistant sur l'effort de qualité réalisé avec cette instrument et sur les opportunités qu'il permet. La présentation très complète qu'ils ont réalisée, a permis de faire le point sur les modalités de cette base de données, les indicateurs définis et documentés, les niveaux d'information, les liens et compatibilité possibles avec d'autres bases de données et le système d'information géographique. Les débats qui ont suivi ont porté sur le développement de DEVINFO dans plus de 80 pays et notamment en Afrique ainsi que sur les dispositifs d'appuis technique et les collaborations possibles.

La communication de Mr Eric de Muynck a permis de mettre en exergue la dimension énergétique de la pauvreté et les liens « énergie et OMD » dans leur dimension transversale et intersectorielle. Il a insisté sur le fait que les indicateurs aujourd'hui retenus ne permettent pas de saisir correctement ces liens. Dans de nombreux rapports OMD, les sections réservées à l'énergie ne sont pas remplies, par manque de données. D'une manière générale, les liens entre l'énergie et les différents OMD ne sont pas véritablement appréhendés. Il y a un manque de données adaptées au niveau national car les indicateurs retenus à ce jour sont des mesures liées à l'OMD-7.

A cet égard, trois indicateurs (sur 48) ont été recommandés : i) le PIB par unité d'énergie consommée (rendement énergétique); ii) l'émission de dioxyde de carbone (par habitant) et iii) le pourcentage de la population consommant des combustibles lourds (non désagrégé par type de combustibles). Or, sans données secondaires, il est impossible d'attribuer des effets à l'énergie. Il apparaît par conséquent essentiel qu'un travail en ce sens soit engagé dans une série de pays ce que les participants ont jugés important. Ils ont reconnu qu'un travail devait être engagé ou consolidé dans un certain nombre de pays et ont salué le travail en cours relatif aux enquêtes légères au niveau local avec un module budget-temps (TUS) réalisé au Mali et au Sénégal. Sur ce plan, il est apparu essentiel de renforcer le plaidoyer auprès des décideurs pour la prise en compte d'un volet énergétique dans les processus en cours de reformulation des DSRP et dans les efforts de programmation des investissements nécessaires à la réalisation des OMD.

Session 5 : La convergence des initiatives de développement et le Suivi-Evaluation

(La séance a été présidée par Mr Mohamed Ould Abba, Conseiller du Ministre des Affaires Economiques et du Développement de la Mauritanie)

La session s'est concentrée sur la convergence des initiatives de développement et les défis en matière de suivi évaluation. Trois communications ont été présentées portant sur i) la mise en cohérence des initiatives de développement (OMD/DSRP/NEPAD) et la problématique du suivi évaluation, ii) sur le NEPAD et son mécanisme de suivi évaluation et iii) sur la problématique du suivi-évaluation du développement humain.

1. La mise en cohérence des initiatives de développement (OMD/DSRP/NEPAD) et la problématique du suivi évaluation

Cette première communication a été présentée par Luc J. Grégoire, Economiste principal du PNUD et par Wally Badiane, chargé de programme de l'UNICEF, spécialiste des questions de Suivi-Evaluation. Ils ont commencé par rappeler que la mesure des progrès dans la réalisation des OMD et des autres objectifs de développement nécessite un suivi-évaluation qui mette l'accent sur une gestion axée sur les résultats. Ils ont ensuite précisé que les décideurs ont besoin d'une capacité d'analyse et d'un système d'information efficace pour suivre et évaluer les politiques, programmes et projets (PPP) en cours d'exécution pour atteindre les cibles des OMD.

Le Suivi est défini comme étant un processus qui observe de manière systématique et critique les événements liés aux PPP et qui permet aux décideurs d'adapter les politiques et/ou activités à des conditions données en l'occurrence la dynamique en cours pour l'atteinte des OMD. Ils ont précisé

que le suivi vise à détecter, le plus tôt possible, toute déviation significative des niveaux escomptés en ce qui concerne les intrants, activités et résultats liés aux principaux PPP visant à atteindre les cibles des OMD au cours de périodes précises, et à évaluer les tendances des indicateurs de résultat et d'impact des OMD.

De ce fait, le suivi englobe l'enregistrement périodique, la mesure et la mention des écarts, ainsi que l'analyse de base et le stockage des données se rapportant aux indicateurs clés.

Les données requises pour de telles activités de suivi sont constituées par les informations physiques et financières sur les intrants utilisés, sur les activités exercées et sur les produits obtenus.

Ils ont également précisé que l'évaluation des progrès (en direction de cibles prédéfinies) comprend trois dimensions inter-reliées :

- i) Une analyse en profondeur des écarts entre les intrants, activités et produits ciblés des PPP, d'une part, et les niveaux atteints, d'autre part (i.e. répondre aux questions suivantes : Qu'est ce qui n'a pas fonctionné dans l'exécution des PPP ? et/ou pourquoi ces activités ont-elles été couvertes de succès malgré tout ?) ;
- ii) La compréhension des causes sous-jacentes des tendances observées au niveau des indicateurs de résultat/impact (ex. : Pourquoi le taux de scolarisation des filles a-t-il augmenté ? Pourquoi le taux de prévalence du VIH-SIDA n'a-t-il pas évolué ? Etc.) ; et
- iii) La mesure de l'impact des PPP sélectionnés qui ont été conçus pour contribuer grandement à l'atteinte des cibles des OMD. Ce dernier exercice d'évaluation est appelé évaluation d'impact.

Les deux experts du PNUD et de l'UNICEF ont rappelé qu'il n'y a pas de système unique de suivi-évaluation des OMD qui soit valable pour tous les pays et ce, en tout temps. Par conséquent, la mise au point d'un système efficace de suivi-évaluation des OMD, applicable dans l'ensemble d'un pays, doit être considérée comme un processus évolutif et devrait prendre en compte les besoins et les spécificités institutionnelles de chaque pays, l'exigence première étant que le système en question soit fonctionnel et orienté vers la satisfaction des besoins des décideurs au niveau du pays. Dans un contexte de démocratisation et de décentralisation, le système de suivi-évaluation devrait être décentralisé et participatif afin de garantir la pertinence des analyses conduites, d'assurer le caractère opérationnel des recommandations en matière de politiques et leur acceptation par toutes les parties prenantes/acteurs.

Les participants à l'atelier ont convenu à cet égard qu'il est indispensable de concevoir et de favoriser l'opérationnalisation d'un système de suivi-évaluation pour les OMD qui puisse intégrer cinq composantes principales :

- Composante 1 : Le suivi et l'analyse des tendances des indicateurs de résultat/impact ayant un lien avec les cibles des OMD ;
- Composante 2 : Le suivi de l'exécution des PPP qui contribuent à l'atteinte des cibles des OMD (écarts observés) ;
- Composante 3 : L'évaluation de l'impact des PPP sélectionnés sur les indicateurs des cibles des OMD.
- Composante 4 : Le Management des systèmes d'information relatifs aux OMD lié aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)
- Composante 5 : La Communication et le Plaidoyer en faveur des OMD à travers un dialogue participatif et inspiré sur les politiques, les stratégies, les résultats et les impacts (IEC/CCC).

A cet égard, le suivi des tendances au niveau d'un pays devrait consister en l'examen des progrès accomplis en direction de l'atteinte des cibles des OMD capturées à travers un nombre limité d'indicateurs. Ce suivi des tendances suppose l'identification des facteurs endogènes et exogènes qui sous-tendent les tendances d'un OMD donné (ex. : Pourquoi observe-t-on une réduction/augmentation de la proportion des individus souffrant de la faim ?). Cela introduit l'analyse causale des tendances. Cela peut également supposer l'étude de la dynamique des cibles des OMD sélectionnés et des causes sous-jacentes (ex. : Qui arrive à se sortir d'une situation d'extrême pauvreté ? Qui glisse vers la pauvreté ? Qui continue de vivre dans l'extrême pauvreté et pourquoi ?).

Le suivi et l'analyse des tendances requièrent une bonne compréhension de la situation économique, sociale et culturelle réelle sur le terrain. Pour que toutes ces analyses aient un sens, il faut qu'elles soient ramenées du niveau national au niveau infra-national, pour des services administratifs (par exemple, au niveau des provinces, des districts, des communes) ou pour des zones agro-écologiques homogènes. En outre, les analyses peuvent être désagrégées, le cas échéant, en fonction d'autres critères (par exemple, individus pauvres/non pauvres, considérations relatives au genre, zones urbaines/rurales).

Le suivi d'exécution est une des activités permanentes de l'« opérationnalisation » des OMD qui doit poursuivre trois objectifs : i) suivre la réalisation des activités des PPP ii) déterminer le niveau de réalisation des extrants des PPP visant l'atteinte des OMD iii) suivre les allocations relatives aux PPP (utilisation appropriée des fonds, au moment prévu, condition préalable à l'atteinte des cibles et à l'amélioration des indicateurs relatifs aux OMD).

Le suivi d'exécution exige que les programmes et projets aient fait l'objet d'une planification et d'une budgétisation au moyen d'une méthode d'élaboration des budgets axée sur les résultats. Une telle méthode permet de relier les intrants, les activités et les extrants des PPP.

En plus du suivi d'exécution, il y a lieu de comprendre et d'expliquer les écarts observés entre ce que l'on avait prévu de réaliser, avec des ressources données, et ce qui a été réalisé de manière effective (analyse des résultats d'exécution).

Luc J Grégoire et Wally Badiane ont par ailleurs rappelé que les évaluations d'impact sont nécessaires pour renseigner les décideurs et les autres parties prenantes/acteurs sur les actions publiques qui ont été couronnées de succès et sur celles qui, au contraire, n'ont pas tout à fait obtenu les résultats escomptés. En conséquence, l'évaluation d'impact vise à comprendre les liens entre les extrants des PPP et les indicateurs de résultat/impact. L'évaluation d'impact suppose qu'il faille relever un certain nombre de défis d'ordre méthodologique tels que l'isolement de l'impact de la politique ou du programme en question sur une cible d'OMD donnée en tenant compte de l'influence de tous les autres facteurs endogènes et exogènes qui peuvent affecter cet indicateur de cible. La notion d'évaluation d'impact implique également la nécessité de suivre l'évolution des effets indirects sur le bien-être des groupes non-cibles (ex. : enfants de moins de 5 ans bénéficiant d'un projet d'amélioration de la santé maternelle) aussi bien que des effets durables à moyen et long termes sur la politique et le programme.

Sur ce plan, les experts du PNUD et de l'UNICEF ont mis en exergue les principaux défis techniques et institutionnels en matière de suivi évaluation des OMD :

1. La plupart des activités de suivi-évaluation se déroulent d'une manière générale, sans appuis solides pour le renforcement des capacités et sans que des liens solides n'aient été noués avec les sphères de décision ;
2. Les résultats du suivi-évaluation ne sont que très marginalement disséminés à travers des mécanismes adaptés à différents groupes d'acteurs et groupes de bénéficiaires notamment les organisations de la société civile;
3. Le suivi des tendances en ce qui concerne les OMD dépend de la situation qui prévaut dans chaque pays, laquelle varie d'un pays à un autre.
4. La détermination de cibles réalistes à atteindre en 2015 et pour des échéances intermédiaires (2005 et 2010) a été peut mise en exergue;
5. L'articulation des cibles des OMD avec les autres cibles déterminées dans le cadre d'autres stratégies et plans pour une convergence des initiatives de développement.(cohérence intersectorielles entre ces cibles) est encore limitée ;
6. L'organisation de la collecte, du traitement, de l'analyse et de la dissémination des données ainsi que le choix des niveaux de désagrégation pour la collecte et l'analyse des données doivent être renforcés;

2. Le NEPAD et son mécanisme de suivi évaluation

Une communication sur le NEPAD et son mécanisme de suivi-évaluation a été présentée par Mr Taïb Diallo, Conseiller en Politique Economique auprès du PNUD Sénégal. Elle a permis de rappeler qu'un engagement politique fort est indispensable pour assurer le suivi-évaluation des réformes politiques, économiques et sociales ce qui appelle la mise en place d'un cadre structuré et intégré pour répondre aux besoins d'information des décideurs à différents niveaux. Le communicateur a rappelé que le NEPAD est une nouvelle vision des dirigeants politiques africains à long terme pour promouvoir un développement économique et social durable du continent et son insertion harmonieuse dans l'économie mondiale sous la forme d'un Partenariat. Il a précisé que pour combler le retard considérable de l'Afrique, le NEPAD a identifié dix (10) secteurs prioritaires dont certains peuvent être considérés comme transversaux (bonne gouvernance publique et privée, éducation, santé, lutte contre la pauvreté etc.) et d'autres plus spécifiques (NTIC, environnement, énergie, infrastructures), pour lesquels ils demandent un investissement massif des pays développés et du secteur privé international. Il a ensuite fait une description du Mécanisme Africain de Revue des Pairs mis en place pour relever le défi du suivi et de l'évaluation de ce programme inédit à tout point de vue.

Mr Taïb Diallo a rappelé que c'est au cours du Sommet de l'Union Africaine tenue à Durban en Afrique du Sud en 2002, que les Chefs d'Etat ont pris la décision de se doter d'un instrument d'auto évaluation et d'auto surveillance appelé Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) ou APRM en Anglais. L'objectif du MAEP est d'encourager les Etats à s'assurer que les politiques et pratiques des Etats soient conformes aux valeurs, codes, normes, critères et indicateurs conventionnels en matière de Bonne Gouvernance politique , démocratique, économique et des entreprises. Il a par ailleurs explicité les trois phases du processus:

- i) L'auto évaluation organisée par une commission nationale composée de tous les acteurs sociaux, publics, privés, notamment la société civile, les représentants du gouvernement, les parlementaires, les partis politiques et les média;
- ii) La mission de revue composée d'experts indépendants, de représentants de partenaires stratégiques, i.e., UA; BAD, CEA, PNUD, etc.
- iii) La présentation du rapport-pays et sa publication. Fin 2004,18 Etats avaient adhéré au MAEP en signant le Mémoire d'Entente.

3. La problématique du suivi-évaluation du développement humain (DHD)

Mr Jean Le Nay, Conseiller principal régional du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies a présenté une communication d'excellente qualité sur la problématique du suivi-évaluation du développement humain (DHD). Il a rappelé la définition du concept de DHD et les principes qui régissent la préparation des rapports mondiaux et nationaux relatifs aux questions de développement humain. Ainsi, il a souligné que le DHD a pour objet de créer un environnement au sein duquel chaque être humain peut accroître ses capacités et élargir ses choix, sans remettre en cause ceux des générations futures. Il a également mentionné les six principes relatifs aux RNDH notamment l'appropriation nationale, une préparation participative sans exclusive, une autonomie et une qualité de l'analyse, la flexibilité et la créativité de la présentation ainsi qu'un suivi effectif.

Les échanges engagés avec les participants de l'atelier ont porté sur les modalités et le dispositif de suivi-évaluation des RNDH. A cet égard, il est apparu essentiel que les rapports nationaux consacrés au développement humain soient conçus et préparés de manière à faciliter la diffusion souhaitée. Cela implique des messages clairs, cohérents et peu nombreux ainsi que des recommandations ciblées vers les acteurs directement concernés. Cette stratégie de diffusion implique notamment la prise en compte des ressources mobilisables, un agenda précis, une structure responsable du pilotage de la démarche, des relations appropriées avec la presse ainsi que l'association des spécialistes du thème, en particulier ceux qui ont préparé le Rapport.

Par ailleurs, les participants ont entériné le principe que l'évaluation suppose la traduction des objectifs de départ en indicateurs et de distinguer selon les cibles. A cet égard des exemples d'indicateurs ont été mentionnés :

- Des changements proposés ou adoptés de la législation;
- Des changements dans l'allocation des ressources publiques;
- La création de nouvelles institutions;
- L'utilisation des conclusions des RNDH dans les débats parlementaires;
- La création de nouveaux partenariats liée au plaidoyer exercé par les RNDH ;
- L'utilisation des RNDH dans les CSLP et les rapports sur les OMD ainsi que dans l'élaboration des Bilans communs de pays et UNDAF ;
- Le nombre de personnes visitant le site web du PNUD et du SNU ;
- Le volume des Ventes/diffusion des rapports et la couverture médiatique (6 mois et un an après le lancement) ;
- L'évolution de l'IDH et des autres mesures du DHD.

Session 6 : Les domaines d'application du Suivi-Evaluation

(Cette séance a été présidée par Mr Amadou Mamadou, Economiste Principal du PNUD au Cameroun et au Gabon)

Au cours de cette session, trois domaines d'application principaux du suivi évaluation ont été abordés :

- Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques ;
- Les approches transversales en matière de suivi et d'évaluation et notamment l'intégration du genre dans une perspective OMD ;

- La prise en compte de la problématique de l'emploi et de la protection sociale dans la mise en œuvre et le suivi évaluation des PRSP.

a) Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques : approches méthodologiques

Une communication de Jean Pierre Foirry, Professeur à l'Université d'Auvergne a mis en exergue les grands défis et les approches méthodologiques en matière de suivi-évaluation des politiques publiques. Il a tout d'abord relevé un certain nombre d'éléments de diagnostic en particulier le manque de sensibilisation des décideurs politiques sur le rôle et la valeur formative des évaluations, le problème de suivi des canaux de transmission de l'information mais aussi le problème de l'identification des indicateurs. Il a ensuite mentionné l'existence d'un biais en faveur des projets et programmes au détriment des politiques et la faiblesse des capacités des structures concernées par la conduite des évaluations.

Cette situation a emmené les participants de l'atelier à se poser la question de savoir pourquoi les évaluations sont souvent compartimentées et limitées. La réponse à cette interrogation tourne autour de l'insuffisance des moyens financiers, techniques et humains, de l'inexistence de rapports de suivi et de synergie entre les évaluation ex et ante et enfin de la préférence des bailleurs de fonds à financer plutôt des activités de suivi budgétaire que d'évaluation proprement dites.

Face à ces problèmes identifiés, il a été suggéré de renforcer la qualité des rapports annuels de suivi des DSRP, de consolider les dispositifs nationaux de suivi-évaluation des politiques publiques, de mettre en place un dispositif trimestriel innovant de suivi sectoriel et local en insistant sur le suivi, les capacités évaluatives et la recherche participative. Les participants ont également insisté sur la nécessité de mettre en place un système de gestion décentralisée incitative par résultat.

b) Les approches transversales de suivi-évaluation : l'intégration de la dimension Genre dans une perspective OMD

Une Communication d'excellente qualité a été présentée par Mme Micheline Ravololonarisoa, Directrice régionale de l'UNIFEM, Mme Coumba Mar Gadio, Coordinatrice du bureau d'appui sous-régional de l'Afrique de l'Ouest (SURF-PNUD) et Mme Fatime Christiane Ndiaye, Conseillère Principale Genre du BIT. Les trois exposantes se sont succédées pour expliquer que l'insuffisante prise en compte de la dimension Genre dans les OMD a rendu difficile tout processus de suivi et d'évaluation de ce paradigme. Elles ont précisé que l'approche genre est une vision du développement dont la finalité est une participation de tous au développement, mais aussi une répartition juste et équitable des retombées du développement entre hommes et femmes.

Le concept a connu une mutation pour passer de l'intégration de la Femme dans le Développement à la dimension Genre et Développement. Dans un premier temps, la femme était vue comme un acteur pour lequel il convenait de combler les gaps identifiés en matière de développement humain tels que l'éducation, la promotion de la santé de la reproduction, l'accès aux ressources etc. Ceci n'a pourtant pas permis de régler le problème. Dans une seconde étape, il est apparu nécessaire de mettre plutôt l'accent sur les structures sociales afin de permettre de trouver une solution aux inégalités entre hommes et femmes.

Les exposantes ont insisté sur le fait que sur le plan international, une prise de conscience s'est faite sur la nécessité d'intégrer le Genre dans toutes les actions de développement. Toutefois, le fait que le Genre soit véritablement mis en exergue au niveau d'un seul des OMD (l'objectif 3) constitue un biais qu'il convient de corriger. Par conséquent, il apparaît essentiel d'engager une démarche de façon transversale à travers tous les OMD. Pour que l'intégration du genre dans les politiques, programmes et projets (PPP) soit une réalité, il faut que toute analyse de situation prenne en compte les besoins des hommes et des femmes. La différenciation des outils de suivi-évaluation en terme d'efficacité, d'efficience, de pertinence, de durabilité et de stratégies alternatives permettra de formuler des PPP qui prennent en compte les différences de genre. Enfin, la question qu'il faut se poser pour réaliser et réussir l'intégration du genre dans les PPP est de savoir ce que nous avons fait pour réduire les écarts entre hommes et femmes dans les différentes actions quotidiennes de la vie. A cet égard, les expertes de l'UNIFEM, du PNUD et du BIT ont présenté les outils d'analyse et les indicateurs de suivi de la dimension Genre.

Ces outils concernent principalement les secteurs sociaux de base, l'économie, la gouvernance et les droits humains. Ils sont interdépendants et procèdent plus d'une réflexion menant à des actions pratiques qu'à une réflexion théorique. Un exemple de grille d'analyse appliqué à la sphère de prise de décision a été donné avec une mise en exergue des causes indirectes, des causes sous-jacentes et des écarts observés en ce domaine tout particulièrement en Afrique. Elles ont également présenté un Indice de la Condition de la Femme (ICF) qui permet de mesurer l'efficacité des PPP, d'effectuer le suivi des progrès réalisés et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques. L'ICF comprend des rubriques qui prennent en compte le pouvoir social en terme de capacités dans les domaines de l'éducation et de la santé, les opportunités dans les domaines des revenus, des budgets, et de l'accès aux ressources mais également le pouvoir politique en terme pouvoir d'action sur le secteur public et la société civile. Les présentations ont été suivies d'un débat approfondi sur les priorités concernant la consolidation des politiques et des stratégies et les aspects de suivi-évaluation de la dimension Genre.

A cet égard, il a été retenu d'intensifier le plaidoyer en matière de Genre car la différenciation des besoins et la spécificité des réponses sont des questions sociales qui interpellent toute la société. La sensibilisation à tous les niveaux doit permettre une prise de conscience de cette question, ce qui induira un changement dans les mentalités et les comportements. Il a aussi été noté qu'il existe des outils et instruments en vue de l'intégration de la dimension Genre dans les PPP et dans le suivi-évaluation et qu'en ce domaine, il convenait de renforcer les capacités au niveau central et décentralisé.

c) La prise en compte de la problématique de l'emploi et de la protection sociale dans la mise en œuvre et le SE des PRSP.

L'exposé du Directeur régional du BIT, Mr Mohamed Ali Ould Sidi a été remarquable car il a permis de dresser un diagnostic global de la situation de l'emploi et de mettre en exergue les principales recommandations issues du Sommet des Chefs d'Etat de Ouagadougou consacré aux défis de la lutte contre la pauvreté et de la création de l'emploi. Le diagnostic qu'il a présenté a porté sur la problématique de l'emploi et de la protection sociale dans les PRSP. A cet égard, il a rappelé que 60% des populations africaines vivent en dessous du seuil de pauvreté, que 25% du taux de chômage concernent les jeunes et les femmes et que l'emploi n'a pas fait l'objet de

politiques spécifiques et prioritaires. Par ailleurs, il a insisté sur le fait que la libéralisation et la globalisation n'ont pas été synonymes d'un accroissement du volume et de la qualité de l'emploi. Bien au contraire, le secteur informel est en accroissement continu ce qui n'a pas permis de réduire la pauvreté et la vulnérabilité des populations.

Les thèmes retenus et présentés durant l'exposé ont porté sur le travail des jeunes, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat féminin. Pour répondre aux soucis d'efficacité, de réalisation des objectifs prioritaires de développement, de pertinence et de durabilité, il convient non seulement d'utiliser les meilleures pratiques et leçons apprises dans d'autres pays mais aussi de veiller à les intégrer à la nouvelle génération de PRSP en cours de formulation. Lors de l'atelier, un certain nombre de questions ont été soulevées par les participants. Elles ont porté sur les problèmes d'analyse de la pauvreté, sur la réduction des inégalités sociales ainsi que sur l'accroissement de la productivité et l'accès aux technologies.

Les participants à l'atelier ont retenu un certain nombre de recommandations notamment pour évaluer les politiques publiques, mettre en place des modèles et des simulateurs d'impact sur la pauvreté ainsi que sur les trois leviers que sont la formation, le micro crédit et la micro assurance pour sortir les pays et les populations de l'informalisation de l'emploi et de la pauvreté.

Session 7: Le Suivi-Evaluation des initiatives globales (OMD-DSRP-DHD-NEPAD), les domaines d'application et les instruments disponibles au plan national

(Cette séance a été présidée par Mr Mohamed Ould Sidi, Directeur Régional du Bureau International du Travail)

Le thème relatif au suivi évaluation des initiatives globales (OMD-DSRP-DHD-NEPAD) a été traité à travers trois expériences d'appui au développement local au Sénégal et au Rwanda. Ces expériences portent sur les thèmes suivants : (i) le secteur privé et les initiatives en matière de suivi évaluation : expérience du Sénégal ; (ii) la promotion du développement au plan décentralisé et le suivi évaluation : l'expérience des Nations Unies au Sénégal ; (iii) le renforcement des capacités des collectivités locales et des organisations à la base pour l'appropriation et le suivi évaluation des initiatives de développement.

1- Le secteur privé et les initiatives en matière de Suivi-Evaluation : l'expérience du Sénégal

L'expérience présentée porte sur le projet d'appui à la lutte contre la pauvreté dans la zone des Industries Chimiques du Sénégal (PALPICS) exécuté par le BIT et le PNUD. C'est une démarche novatrice de partenariat entre le PNUD et le secteur privé pour la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau décentralisé. Ce projet s'articule autour de 4 principaux axes : (i) l'amélioration du niveau de revenus par la création des activités génératrices de revenus et le renforcement des capacités ; (ii) l'accès aux services sociaux de base ; (iii) la lutte contre le VIH/SIDA ; (iv) la promotion de la bonne gouvernance locale.

Le système de suivi évaluation développé dans le cadre de ce projet repose sur une approche participative basée sur un diagnostic participatif et sur l'auto évaluation. Deux organes appuient l'opérationnalisation de ce système de suivi évaluation :

- le conseil rural : organe de décision et de suivi des initiatives locales qui procède à une revue trimestrielle visant à garantir la cohérence des interventions avec les priorités locales
- le comité d'orientation stratégique constitué des élus locaux, les Industries Chimiques du Sénégal, le Ministère des Finances et le Ministère de l'Industrie a pour rôle d'assurer le suivi semestriel du projet

Le projet a fait l'objet d'une revue à mi-parcours ayant mis l'accent sur les résultats encourageants enregistrés dans ce cadre. Ces résultats ont permis de poser les jalons pour le renforcement du partenariat avec le secteur privé pour sept grandes entreprises privées sénégalaises.

2- La promotion du développement au plan décentralisé et le Suivi-Evaluation : l'expérience des Nations Unies au Sénégal

Cette communication a été présentée par Mr Luc Joël Grégoire, Economiste principal du PNUD, au nom des agences des Nations Unies engagées dans cette initiative pilote en faveur de la lutte contre la pauvreté et de la promotion des OMD au Sénégal. Il s'agit d'une initiative concertée des agences du système des Nations Unies pour appuyer l'atteinte des OMD dans la région périphérique de Tambacounda qui est l'une des plus pauvres du Sénégal. Les principes sur lesquels reposent ces interventions sont : la concentration géographique, le renforcement des synergies opérationnelles et le développement d'une approche holistique pour l'atteinte des OMD. Ce programme conjoint d'intervention des agences du SNU est sous-tendu par une démarche participative impliquant le Conseil régional et l'Agence régionale de développement, les ministères techniques, les acteurs du secteur privé et les autres acteurs intervenant au niveau de la région notamment les organisations à la base.

Le système de suivi évaluation développé dans le cadre de ce projet repose sur la mise en place de la base de données Devinfo et le développement de système d'information géographique permettant d'assurer le suivi des progrès vers l'atteinte des OMD.

3- le renforcement des capacités des collectivités locales et des organisations à la base pour l'appropriation et le suivi évaluation des initiatives de développement à Kigali

Cette expérience présentée par la mairie de Kigali a permis de clarifier le rôle de l'Etat, des collectivités locales et des organisations de base dans la mise en œuvre et le suivi évaluation des initiatives de développement local. Elle fait également référence aux mesures d'accompagnement de cette initiative adoptées par les agences du SNU.

Régie par la loi sur la décentralisation adoptée en 2000, cette expérience de la mairie de Kigali repose sur une démarche participative de planification stratégique et opérationnelle. Pour assurer le suivi de ces initiatives locales, les outils suivants ont été développés :

- ✓ le Cadre de Dépenses à Moyen Terme, traduit en langues nationales et diffusé auprès des partenaires au développement ;

- ✓ un système d'information géographique pour appuyer l'aménagement du territoire et la fiscalité
- ✓ Un système de collecte des rapports (OFMAN) provenant des collectivités locales et portant sur la mise en œuvre du plan d'action défini au niveau décentralisé

Le système de suivi évaluation mis en place dans le cadre de cette initiative s'appuie sur un mécanisme d'évaluation par les pairs et la tenue régulière de réunions mensuelles impliquant les organisations à la base dans la mesure des progrès vers l'atteinte des objectifs définis dans le plan d'action de la mairie.

Pour renforcer les capacités des acteurs impliqués dans cette initiative, un accent particulier doit être mis sur la formation en audit et team-building avec l'appui technique et financier du Ministère des finances, de la Banque Mondiale et du PNUD.

Pour permettre un meilleur suivi évaluation de ces initiatives, il est important de mieux prendre en compte les éléments suivants :

- ✓ Une condition de succès est l'appui des programmes de développement au niveau décentralisé et la mise en cohérence des interventions autour du DSRP et des OMD ;
- ✓ Le caractère novateur de ces initiatives met l'accent sur la nécessité de les évaluer et de les documenter pour rendre compte des résultats enregistrés dans ce cadre et des enseignements qu'on peut en tirer ;
- ✓ Concernant le cas spécifique de l'UNDAF/Tambacounda, l'accent doit être mis sur le besoin de renforcer les capacités des acteurs régionaux pour éviter le risque de substitution des agences aux autorités locales et assurer un suivi dynamique et participatif des avancées en direction des OMD.

A partir de ces expériences, le suivi évaluation des initiatives globales peut être amélioré si tous les acteurs concernés reconnaissent la nécessité de :

- ✓ Documenter les expériences novatrices d'appui au développement local en cours dans les pays de la sous région ;
- ✓ Encourager la réalisation d'évaluations indépendantes et externes des projets d'appui au développement local en cours dans les pays ;
- ✓ Articuler et harmoniser les programmes de développement local autour des OMD et du DSRP ;
- ✓ Organiser un atelier régional sur les initiatives de développement local orientées vers les DSRP et les OMD ;
- ✓ Développer un plan d'action pour la mise à jour des bases de données existantes pour assurer le suivi des OMD et du DSRP ;

- ✓ Réhabiliter et renforcer les systèmes nationaux de statistique et les mettre en réseau ;
- ✓ Reconstituer les systèmes de planification aux niveaux national et décentralisé ;
- ✓ Définir des passerelles entre l'évaluation et la prise de décision ;
- ✓ Associer pleinement la société civile dans les systèmes nationaux de planification, suivi et évaluation des politiques, programmes et projets de développement ;
- ✓ Mener une réflexion pour la mise en place d'un système de suivi évaluation multi- et trans-sectoriel.

Cette session a également permis d'approfondir la session 6 sur les domaines d'application.

Session 8 : Le suivi de l'objectif 8 des OMD au niveau des pays du Sud

(Cette séance a été présidée par Mr Mohamed H'Midouche, Représentant de la Banque Africaine de Développement)

Le suivi de l'objectif 8 des OMD est souvent négligé. Pourtant, il s'agit d'un objectif essentiel pour la réalisation des OMD. L'atelier a donné l'occasion de souligner que non seulement les pays développés mais aussi les pays en voie de développement peuvent contribuer à la réalisation de cet objectif. Quatre sujets principaux ont permis d'éclaircir ce constat grâce à d'excellentes communication de l'OCDE, des conseillers économiques du PNUD en Mauritanie et au Burkina Faso et du responsable du suivi de l'aide publique au développement au Sénégal.

1) Les systèmes statistiques du CAD sur les apports financiers aux pays bénéficiaires de l'aide

Cette communication présentée par Mr Jean Louis Grolleau, Conseiller principal du Service statistique du Comité d'Aide au Développement (DAC-STAT) de l'OCDE a permis de rappeler qu'il existe actuellement deux systèmes officiels complémentaires gérés par le secrétariat du CAD: les statistiques du CAD et le système de notification des pays créanciers (SNPC).

Les points forts de ces deux systèmes résident dans le fait qu'ils sont complémentaires permettant un contrôle mutuel garantissant la cohérence des données. La méthodologie commune garantit la comparabilité des informations. Leur principal point faible réside dans le fait que ces statistiques sont des statistiques pour initiés et dans la faiblesse des métas données.

Les points forts spécifiques des statistiques du CAD sont de couvrir tous les types d'apports financiers et de répondre au besoin de statistiques synthétiques. En revanche il manque de transparence. Quand au SNPC il permet de rendre compte des activités qui existent derrière les agrégats. Il s'agit également de la seule source complète qui permet une analyse sectorielle. En revanche, il ne couvre pas complètement les apports publics.

Les deux principaux défis relevés sont la gestion de la base de données en ligne et le projet de convergence entre les deux systèmes statistiques qui intégrerait des informations aussi complètes que celles fournies par le CAD au niveau de désagrégation du SNPC.

2) Le suivi des apports financiers de l'Aide Publique au Développement dans le pays bénéficiaire: l'exemple du rapport du PNUD/Mauritanie : « Quarante-deux ans d'aide publique en Mauritanie.»

Cette présentation faite par Monsieur Mohamed Ali Ould LEMRABOTT, Conseiller Economique du PNUD en Mauritanie a permis de partager avec les participants une expérience intéressante conduite par le Bureau du PNUD en Mauritanie en matière de suivi des flux d'Aide Publique au Développement sur le long terme.

Il s'agit de la publication d'un rapport sur l'évolution, sur une période de 42 ans de l'APD dispensée à la Mauritanie.

Ce rapport a permis d'analyser ces flux sous divers angles (concentration, concessionnalité des ressources, degré de liaison, répartition sectorielle, etc.) et de mettre en évidence une comptabilisation erronée de l'APD à destination de ce pays telle que calculée par l'OCDE qui est la source la plus fiable dans ce domaine et consistant en prendre en compte le montant de l'accord de pêche entre la Mauritanie et l'UE comme une ressource d'APD.

Cette anomalie sera corrigée par l'OCDE. Une correspondance dans ce sens a été reçue par le Bureau du PNUD en Mauritanie.

Cette démarche montre qu'en suivant les apports financiers de l'aide dans les pays du Sud, on contribue à exercer un contrôle au niveau du bénéficiaire des déclarations faites par les donateurs.

Cela présente également l'avantage de reposer la question du suivi de l'objectif 8 des OMD au niveau des pays en développement alors que ce suivi est pour le moment effectué au niveau des pays industrialisés.

Au niveau national, ce suivi permet de mieux informer les décideurs et les acteurs du développement sur les tendances et flux d'APD en vue d'éclairer l'horizon de la programmation future et d'assurer une allocation optimale des ressources rares au bénéfice des priorités de développement.

3). Le mécanisme de la nouvelle conditionnalité et les pratiques en faveur de l'amélioration du suivi évaluation de l'Aide Publique au Développement

Mr Nicolas Ponty, Economiste principal du PNUD en poste au Burkina Faso a fait une présentation sur le mécanisme de la nouvelle conditionnalité et sur les pratiques en faveur de l'amélioration de la gestion de l'aide publique au développement. Il a insisté sur 3 éléments clés :

- La culture de résultats ;
- Le dialogue entre partenaires ;
- La coordination pour les évaluations.

Il a ensuite présenté les particularités de 2 types d'intervention (celle de la Banque Mondiale et celle de l'Union Européenne) et l'effort de convergence observé au Burkina Faso :

a) Avec son Crédit d'appui à la stratégie de réduction de la pauvreté (CASRP), les modalités de la Banque Mondiale repose sur une aide budgétaire non ciblée suivie annuellement dans le cadre d'une approche triennale glissante. Le CASRP s'appuie sur un Cadrage macro économique, un Cadre de dépenses à moyen terme et une matrice de mesures. Des éléments clés (triggers) déclenchent les décaissements. Les avantages attendus concernent le renforcement de la programmation budgétaire et la prévisibilité des ressources.

b) L' Union Européenne pour sa part utilise des modalités qui permettent une aide accordée en deux tranches, une tranche fixe (accord avec le FMI) et une tranche variable sur la base des résultats obtenus (prime à la bonne gestion). Les avantages relevés concernent l'appropriation nationale des politiques, des décaissements progressifs (la fin du tout ou rien). Cependant, la faible prévisibilité des décaissements et l'approche « mécanique » centrée sur les indicateurs de résultats constituent une faiblesse notamment dans une perspective de long terme telle que celle des OMD.

L'orateur a insisté sur la nécessité de distinguer le suivi de la mise en œuvre des politiques nationales et l'évaluation de leur impact. Les indicateurs d'impact (OMD) évalué une fois tous les trois ans via une conférence de Table Ronde(TR) qui favorise le dialogue des politiques (la révision du DSRP, les liens effets-causes) et qui permet de moduler l'aide extérieure pour les trois années à venir.

Les indicateurs intermédiaires permettent de s'assurer de la mise en œuvre des politiques nationales. Sur ce plan, plusieurs recommandations ont été émises :

Recommandation 1 : Le PNUD est appelé à organiser des Tables Rondes locales une fois tous les trois ans en cohérence avec le calendrier de révision du CSLP. Un calendrier de TR sectorielle est mis en place dans les domaines nécessaires à la réalisation des OMD (par exemple dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, du genre ou du développement rural).

Recommandation 2 : Le PNUD s'appuie sur le projet AFRISTAT pour porter un diagnostic sur la capacité à satisfaire la demande d'information déjà existante (indicateurs clés de la pauvreté, des OMD/CSLP), sur l'identification des sources et méthodes d'évaluation (méta données), la pertinence de la demande et le calendrier de production/publication possible.

Recommandation 3 : Les gouvernements avec l'appui des agences du SNU publient semestriellement un tableau de bord financier des appuis des partenaires pour une amélioration du suivi financier des politiques et des décaissements.

4). Le renforcement des capacités de coordination et de suivi de l'Aide Publique au Développement au Sénégal

Mr Mamour Ousmane BA, Chef de la division de la coopération à la Direction de la Coopération Économique et Financière du Ministère de l'Économie et des Finances du Sénégal a présenté une communication consacrée au renforcement des capacités de coordination et de suivi de l'Aide Publique au Développement y compris l'expérience de l'initiative 20/20. Il a mis en exergue le

dispositif de suivi évaluation des cadres de coopération avec les bailleurs de fonds (CCP) en insistant sur plusieurs instruments :

- Les Revues annuelles conjointes (préparation, tenue des réunions, suivi des recommandations et des plans d'actions)

- Les Revues tripartites

- Les Réunions de suivi technique trimestriel et les Revues à mi-parcours

- Le Bilan en fin de programme de coopération (exemple: ACDI en 2001)

- Les rencontres informelles avec les bailleurs représentés localement

Il a ensuite explicité les contraintes et difficultés liées au suivi-évaluation des CCP en mentionnant la complexité et la diversité des procédures applicables à la gestion des programmes (au Sénégal, plus de 20 institutions spécialisées des Nations Unies, une dizaine de bailleurs de fonds multilatéraux et une trentaine de donateurs bilatéraux, utilisant chacun ses propres procédures; procédures qui sont différentes entre elles et avec celles de l'Etat.

Il a relevé également la centralisation excessive du pouvoir de décision au niveau du siège de certains bailleurs de fonds, ce qui constitue parfois des facteurs de retards dans l'approbation des contrats et partant les décaissements. Par ailleurs, il a mentionné la faiblesse des capacités humaines et matérielles disponibles (outils et méthodes de travail inadéquats) aussi bien au niveau du MEF qu'au niveau des Ministères sectoriels pour concevoir, exécuter et assurer le suivi des programmes/projets d'investissement.

A cet égard, les carences du système d'informations sur les projets/programmes sont pénalisantes pour connaître en temps réel les difficultés rencontrées et les corriger (exemple: voir étude récente de la Banque Mondiale sur la gestion des flux extérieurs, 2002).

Pour pallier à ces insuffisances, Mr Ba a précisé que des partenaires comme le PNUD très sensibles au renforcement des capacités nationales apportent un appui précieux au Gouvernement aussi bien aux niveaux du cadre macro (exemple de l'appui au suivi de l'Initiative 20/20 adoptée en mars 1995 à Copenhague mettant en œuvre une approche permettant l'accès pour tous aux Services Sociaux de Base à travers la mise en œuvre du DSRP qui voient les principaux axes stratégiques se recouper). Il a également fait part d'une expérience nouvelle sur les procédures et méthodes de gestion des programmes de coopération qui renforcent les capacités nationales de coordination. Cette initiative vise un transfert progressif de la responsabilité d'élaborer le Rapport sur la coopération au développement (DCR) au gouvernement avec un appui du PNUD pour le suivi de l'APD alloué au DSRP et aux OMD à l'échelle nationale. Les participants à l'atelier ont apprécié ce diagnostic et insisté sur la nécessité de consolider ces démarches et les possibilités de formation pour renforcer les capacités nationales en gestion et suivi de l'APD (exemples des Projets Appui au Programme et Exécution Nationale (PNUD) qui a permis pendant plusieurs années de financer la participation de cadres à des formations au niveau local ou à l'étranger en plus des équipements et des appuis d'expertise.

Session 9 : Les enjeux et priorités en matière de Suivi-Evaluation et les responsabilités et modalités en vue de l'accompagnement des processus en cours au niveau national

(Cette session a été présidée par Madame Jeanne Gakuba, Premier adjoint au Maire de Kigali, Rwanda)

Cette session a permis aux participants de partager leurs expériences sur les modalités de Suivi-Evaluation à l'échelle régionale, nationale et locale et de faire des propositions sur les responsabilités et modalités en vue de l'accompagnement des processus de Suivi-Evaluation, sur les opportunités de renforcement des capacités et les contenus, ainsi que sur la valorisation des meilleures pratiques.

Le rôle des acteurs nationaux et la promotion des partenariats, la contribution des agences du SNU, et les modalités d'appuis et de suivi ont également été abordés.

Mr Eric de Muynck, chargé du Suivi-Evaluation du Programme régional Energie pour le Développement, Mr Abdoulaye Sadio, Conseiller principal du Bureau régional du PNUD et Mme Isabelle Sannié, de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie ont procédé à une présentation générale de la situation des réseaux en Afrique. Ils ont rappelé qu'avant 1995, il n'y avait que 5 réseaux dans le monde et qu'aujourd'hui, on en compte une vingtaine en Afrique subsaharienne dont 8 en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ils ont mis en exergue la contribution essentielle des agences des Nations Unies dans ce processus rappelant que plusieurs réseaux se sont développés à partir d'initiatives issues de l'UNICEF (via son chargé régional du suivi-évaluation) et/ou du PNUD. Ils ont insisté sur le rôle des grandes initiatives internationales (OMD/DSRP/NEPAD) et des conférences de l'AfrEA. Ils ont enfin insisté sur la nécessité (voire l'obligation) de mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation dans le contexte des CSLP, du suivi des OMD et des fonds PPTTE et l'intérêt de développer une culture de l'évaluation au niveau national. A cet égard, il apparaît indispensable de promouvoir les bonnes pratiques et les méthodologies du Suivi-Evaluation, de valoriser l'expertise nationale en ce domaine et de faciliter la rencontre entre l'offre et la demande de services en évaluation.

Mr Abdou Ibro, Économiste du PNUD en poste au Niger a présenté une communication sur l'expérience du réseau nigérien de suivi-évaluation (ReNSE) dont la constitution remonte à Août 1999 sur l'initiative de l'UNICEF. Ce réseau est un groupe informel de professionnels du suivi-évaluation intervenant au Niger. Sa création entre dans le processus africain de constitution des réseaux nationaux de suivi évaluation mais également pour répondre aux nouveaux défis de la Coopération au Développement et du DHD au Niger.

Le groupe a été créé par la volonté de quelques nigériens (société civile, universitaire et fonctionnaires de l'ex Ministère du Plan) et de fonctionnaires des Agences du Système des Nations Unies (UNICEF, PNUD, Banque Mondiale notamment). Il a pour objectif la création d'un processus durable de renforcement des capacités nigériennes en Suivi-Evaluation et une contribution à la constitution d'une communauté africaine d'évaluateurs. Pour développer une culture de suivi évaluation ainsi que des compétences nationales, une série d'actions a été entreprise visant à :

- Faciliter l'apprentissage par l'échange d'expériences et de compétences en matière de suivi évaluation au Niger.
- Organiser des sessions de formation formelle.
- Faciliter l'échange d'informations (réunion, formation, bourses et financement, acquisition de livres, de manuels, de revues scientifiques) et la participation à des réseaux internationaux électroniques).

- Amener à la fois les utilisateurs et prestataires de services de suivi et d'évaluation à promouvoir la compréhension mutuelle des besoins en matière de suivi-évaluation et faciliter la rencontre entre une demande et une offre de compétences.
- Créer et maintenir une banque de données sur les évaluateurs nationaux comportant des informations sur leur domaine de compétences, leurs expériences et leurs récentes publications.
- Promouvoir des normes et des pratiques professionnelles.

Le représentant du ReNSE a précisé que le réseau est piloté pour une durée de 2ans par un Comité de Coordination composé de 5 membres provenant des structures de l'administration, des bailleurs de fonds, des ONG, du secteur privé et des institutions d'apprentissage.

Un Comité scientifique est désigné par le Comité de Coordination pour un mandat d'un an renouvelable; Les membres de ce comité se portent volontaires pour l'accomplissement de leur tâche. Le comité désigne en son sein un animateur et le secrétariat de ce comité est assuré par la structure qui anime le fonctionnement du Comité Scientifique.

Plusieurs groupes de travail sont mis en place au cours de chaque mandat et chaque groupe est pourvu d'un animateur. Le réseau est informel et fonctionne à budget 0 sur le principe d'apport volontaire de ses membres (disponibilité pour les présentations; le matériel de vidéo et de projection, les locations de salles etc.).

Les coûts du mailing, de la reproduction des documents et d'autres initiatives d'appui au fonctionnement du réseau reviennent traditionnellement à l'institution des Nations Unies représenté au Comité de Coordination.

Au Niger, un Plan d'Action sur deux ans est élaboré par le Comité de Coordination et 7 groupes de travail ont été créés sur notamment: l'éducation, la gouvernance, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la santé et le SIDA, l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la pauvreté et la vulnérabilité ainsi que sur les aspects Méthodologique. Un diagnostic des besoins en formation de suivi-évaluation des DEP des ministères a été réalisé de même qu'une base de données sur la communauté des évaluateurs. Il a enfin précisé que le ReNSE dispose d'une bibliothèque, de ressources financières mobilisées auprès des partenaires et d'un site Webb (www.pnud.ne/reNSE).

Les participants à l'atelier ont échangé sur les pratiques et démarches à mettre en œuvre en retenant que le réseau doit disposer d'une charte, qu'il doit être créé sur la base d'une demande et donc qu'il faut créer les conditions de cette demande (Approche programme et adoption d'une démarche de gestion axée sur les résultats). Ils ont ajouté que le caractère informel du réseau doit être préservé et qu'un appui formel au réseau doit être accordé par le PNUD et le SNU d'une manière générale. Un plaidoyer doit également être fait auprès des partenaires au développement (par exemple la BAD, l'Union Européenne et les bailleurs bilatéraux) pour soutenir le renforcement des capacités de ces réseaux.

L'animation du réseau doit être volontaire et si elle est faite par un Staff des Nations Unies, elle doit être prise en compte dans son évaluation (RCA). Elle doit également mettre l'accent sur l'apprentissage et les échanges d'expériences.

Session 10 : Cérémonie de clôture de l'Atelier régional

Cette cérémonie a été présidée par le Ministre des Affaires Economiques et du Développement de Mauritanie. Elle a connu la participation de nombreux invités représentants les départements ministériels, les parlementaires, des représentants de la société civile et du secteur privé ainsi que les principaux bailleurs de fonds et agences du système des Nations Unies. Une présentation des recommandations de l'atelier régional a été faite et approuvée à l'occasion d'une session de validation.

Une allocution de la coordonnatrice des agences du système des Nations Unies et Représentante du PNUD a été lue ainsi qu'une motion de remerciements des participants à l'atelier.

Le Ministre mauritanien du MAED a prononcé un discours de clôture de l'atelier de Nouakchott.

Synthèse et Recommandations de l'atelier

A partir des présentations faites par les intervenants et du fait de la richesse des travaux de groupes, l'atelier a fourni l'occasion d'échanges fructueux et de recommandations pertinentes. Les participants, en utilisant une méthode participative et ouverte, ont formulé les principales orientations stratégiques sur lesquelles devrait reposer les processus de Suivi-Evaluation.

Les présentations et discussions qui ont eu lieu au cours des différentes sessions ont porté sur cinq thématiques principales :

- les défis et les enjeux en matière de suivi et d'évaluation ;
- les orientations et les initiatives en matière de renforcement des capacités de suivi et d'évaluation ;
- les dispositifs et instruments de Suivi-Evaluation des politiques, programmes et de l'Aide Publique au Développement ;
- les domaines d'application et l'analyse des pratiques évaluatives et les modalités d'accompagnement des initiatives notamment en faveur des réseaux et la promotion des partenariats ;
- le plaidoyer pour des initiatives de promotion à l'échelle nationale des meilleures pratiques pour la convergence des initiatives de développement.

Les principales recommandations formulées par les participants de l'atelier ont porté sur les trois axes suivants : i) les défis et orientations stratégiques en matière de suivi et d'évaluation, ii) les dispositifs et instruments pour le renforcement des capacités et iii) le plaidoyer pour la promotion des initiatives et réseaux en faveur du suivi et de l'évaluation.

i) En ce qui concerne, les défis et orientations stratégiques en matière de Suivi-Evaluation, il a été recommandé de :

- Favoriser une meilleure compréhension des défis et enjeux du suivi et de l'évaluation tant en terme de gouvernance que de mise en œuvre des politiques et stratégies de développement;

- Concourir à l'harmonisation des démarches de suivi évaluation et à la définition de mécanismes articulés pour la mise en cohérence globale des politiques et stratégies nationales relatives aux OMD-CSLP-DHD et NEPAD ;
- Articuler de façon étroite les exercices de prospective, de planification stratégique et de programmation afin de favoriser les synergies opérationnelles en matière de mise en œuvre et de suivi évaluation et le renforcement des capacités;
- Construire les bases d'une appropriation réelle de ces initiatives par l'ensemble des acteurs en favorisant une culture de l'évaluation auprès des décideurs et des instances dirigeantes de même qu'auprès des acteurs clés à l'échelle nationale;
- Améliorer la mise en cohérence des stratégies et politiques sectorielles et transversales aux niveaux national et local en valorisant les meilleures pratiques de suivi et d'évaluation;
- Renforcer les prérogatives et les capacités des institutions chargées de la production et de la gestion des données statistiques nationales ;
- Prendre en compte dans le suivi et l'évaluation des progrès en faveur des OMD, l'incidence des facteurs externes ainsi que les appréciations des populations sur les progrès réalisés selon des démarches participatives et décentralisées ;
- Promouvoir la pratique de l'évaluation et les capacités évaluatives à partir d'un diagnostic qui pourrait être entrepris en 2005 dans une série de pays pilotes ;

ii) En ce qui concerne, les dispositifs et instruments pour le renforcement des capacités, les participants à l'atelier ont recommandé de:

- Favoriser les synergies entre les systèmes d'information sur la pauvreté et les dispositifs de suivi des OMD, CSLP et NEPAD ;
- Adapter et de rénover les systèmes de suivi et d'évaluation existants notamment dans les domaines de la promotion du genre, de l'emploi, du développement durable et des ressources énergétiques ainsi qu'en matière de gestion de l'aide publique au développement ;
- Développer des outils et des méthodologies permettant une prise en compte des questions de genre dès la conception des politiques et programmes et dans les processus de suivi évaluation ;
- Consolider les rapports de suivi évaluation des OMD et du DHD par des travaux d'analyse permettant de formuler des recommandations pertinentes sur les orientations des politiques et les stratégies de mise en œuvre opérationnelle ;
- Soutenir la mise en place d'un dispositif participatif approprié pour la valorisation des rapports nationaux de suivi des progrès en faveur des OMD et du DHD en s'appuyant sur les dispositifs statistiques nationaux et les initiatives en cours qui visent à les renforcer ;

iii) En ce qui concerne, le plaidoyer pour la promotion des initiatives et réseaux en faveur du suivi et de l'évaluation, il a été recommandé de :

- Promouvoir la conception d'une stratégie nationale et la mise en œuvre d'un programme approprié de renforcement des capacités en matière de Suivi et d'Evaluation ;
- Entreprendre un plaidoyer sur les politiques nationales et internationales et leur incidence sur les capacités de mise en œuvre et de suivi évaluation ;
- Favoriser la conception et la mise en œuvre de démarches pour l'information, la sensibilisation et la communication des initiatives en faveur de l'amélioration du suivi et de l'évaluation en s'appuyant sur les relais que constituent les réseaux déjà mis en place mais également les responsables gouvernementaux, les élus et les représentants de la société civile et du secteur privé ;
- Accompagner le renforcement et/ou le développement de systèmes d'échanges d'information et d'expériences tant en terme de formation que de gestion des connaissances pour le suivi et l'évaluation ;
- Promouvoir l'établissement d'un mécanisme visant à fédérer les réseaux de suivi et d'évaluation nationaux, à l'échelle sous-régionale et à accompagner le suivi des engagements de Nouakchott ;

Une idée clé dont l'importance a été soulignée à plusieurs reprises lors de l'atelier est la recommandation de formuler des stratégies nationales de suivi évaluation en appui au CLSP et aux OMD. De même, il a été mentionné la nécessité de renforcer, à l'échelle nationale, les partenariats et le suivi des grands engagements internationaux, notamment le « pacte en faveur des OMD », pour la consolidation des initiatives de développement et la mobilisation des ressources.

L'ensemble des participants a accordé la plus grande importance à la mise en œuvre rapide de ces orientations stratégiques ce qui suppose l'établissement d'une alliance durable entre les Gouvernements, les institutions publiques y compris celles de formation et de recherche, les organisations de la société civile et les partenaires au développement qui soit fondée sur un consensus et des principes partagés. Un effort de plaidoyer et de promotion des recommandations de l'atelier est apparu à cet égard essentiel.

Pour chacun des pays représentés à l'atelier de Nouakchott, il a été convenu d'établir un plan d'action 2005 (si nécessaire avec l'appui des équipes régionales des agences spécialisées du SNU) pour assurer la mise en œuvre des recommandations de l'atelier et soutenir l'émergence de nouveaux réseaux nationaux de suivi évaluation.

Afin de renforcer le plaidoyer et l'élargissement du maillage des réseaux en direction de l'Afrique centrale, il a été suggéré d'organiser une réunion de suivi de l'atelier de Nouakchott à Brazzaville

au cours du second semestre de 2005, avec l'appui des agences du Système des Nations Unies de la sous région de l'Afrique Centrale¹.

Les conclusions de l'atelier ont été présentées à l'occasion de la réunion de l'Association africaine de l'évaluation tenue à Johannesburg en décembre 2004 et ont été partagés au niveau des équipes pays du système des Nations Unies et dans les réseaux déjà existants.

Afin de renforcer le plaidoyer et l'élargissement du maillage des réseaux en direction de l'Afrique centrale, il est prévu d'organiser une réunion de suivi de l'atelier de Nouakchott à Brazzaville au cours du second semestre de 2005, avec l'appui des agences du Système des Nations Unies de la sous région de l'Afrique Centrale. Un document sur le Suivi-Evaluation pourrait être établi avant cette réunion, qui aurait à la fois une vocation pédagogique et une approche académique, réunissant les éléments d'analyse stratégique, les bonnes pratiques en matière de Suivi-Evaluation et des propositions concrètes d'action. A cet effet, un diagnostic pourrait être entrepris en 2005 dans une série de pays pilotes, visant à promouvoir la pratique de l'évaluation et les capacités évaluatives en Afrique Subsaharienne.

Nouakchott, le 25 novembre 2004.

¹ Les conclusions de l'atelier ont été présentées à l'occasion de la réunion de l'Association africaine de l'évaluation tenue à Johannesburg en décembre 2004 et ont été partagés au niveau des équipes pays du système des Nations Unies et dans les réseaux déjà existants. La réalisation d'un ouvrage consacré aux enjeux, aux processus et aux capacités en matière de Suivi et d'Evaluation en Afrique a été suggérée notamment pour accompagner les initiatives actuelles et les promouvoir.

LISTE DES ANNEXES DU RAPPORT

ANNEXE 1 : L'AGENDA DE L'ATELIER REGIONAL

**ANNEXE 2 : LES DISCOURS DE L'ATELIER REGIONAL
CONSACRES AU SUIVI ET A L'EVALUATION**

**ANNEXE 3 : LES SITES CONSACRES AU SUIVI ET A
L'EVALUATION**

ANNEXE 4 : LA LISTE DES PARTICIPANTS

ANNEXE 1 : L'AGENDA DE L'ATELIER REGIONAL SUR LES PROCESSUS DE SUIVI-EVALUATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

(Nouakchott, 23, 24 et 25 Novembre 2004)

Premier jour

9 h 00 - 9h 30 Enregistrement des participants

9 h 30 – 10 h 15 Session 1 - Ouverture de l'atelier régional

- Discours de la Coordonnatrice des agences du SNU en Mauritanie
- Discours du Président du Comité de Suivi-Evaluation des Agences du SNU en Mauritanie et Représentant Résident de l'UNICEF
- Discours d'ouverture de l'Atelier Régional par le Ministre des Finances

10 h 30 - 10 h 45 Pause Café

10 h 45 – 12 h 30 Session 2 (plénière) : défis et enjeux en matière de Suivi-Evaluation

Présidence : Mme Cécile Molinier, Représentante Résidente du PNUD en Mauritanie
Facilitateur / personne ressource : Mr Luc Joël Grégoire, Economiste Principal du PNUD
Rapporteur : Mme Christine Ntamagiro

Communication 1

Les nouvelles directives de la programmation conjointe et le Suivi-évaluation dans la mise en œuvre des politiques, programmes et projets.

Communication de Mr Richard Dackam-Ngatchou, Conseiller régional UNFPA/CST

Communication 2

Le rôle de l'évaluation dans une approche de gestion axée sur les résultats.

Communication de Mr Abdoulaye Sadio, Conseiller principal UNICEF-Bureau Régional

Débat

12 h 45- 14 h 00 Déjeuner

14 h 00 – 15 h 30 Session 3 (plénière) : Les initiatives en matière de renforcement des capacités de Suivi-Evaluation

*Présidence : Mr Souleymane Diallo, Représentant de l'UNICEF en Mauritanie
Facilitateur / personne ressource : Mr Mohamed H'Midouche, Représentant de la BAD*

Communication 3

*Le renforcement des capacités en évaluation dans les pays francophones du Sud.
Communication de Mme Isabelle Sannié, Agence Intergouvernementale de la Francophonie*

Communication 4

*Les priorités en matière de renforcement des capacités de suivi-évaluation : les appuis du Programme régional AFRISTAT-PNUD.
Communication de Mr Djima Moussiliou Moustapha, AFRISTAT*

Communication 5

*L'expérience de l'appui du Millenium Project aux processus nationaux de suivi-évaluation des OMD en Afrique.
Communication de Mr Ousmane Ndoye, Point focal OMD-Millenium Project du Gouvernement du Sénégal*

Débat

15 h 30 - 15 h 45 Pause Café

15 h 45 – 17 h 30 Session 4 (plénière) : Les dispositifs et instruments de suivi-évaluation

*Présidence : Mr Mukhasa Makiashi Willy ,Assistant du Vice Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale,République Démocratique du Congo
Facilitateur / personne ressource : Mme Rosine Coulibaly, PNUD*

Communication 6

*Le processus de suivi des CSLP : l'expérience du Sénégal.
Communication de Mr Mayassine Camara, Ministère de l'Economie et des finances du Sénégal, Cellule de suivi du DSRP*

Communication 7

*DEVINFO, un instrument clé de suivi-évaluation.
Communication de Mr Wally Badiane, Chargé de programme, expert en suivi évaluation auprès de l'UNICEF Sénégal.*

Communication 8

*La base de donnée du Programme régional Plateformes multifonctionnelles .
Communication de Mme Bénédicte Jacques, Expert chargé de la mise en place de la base de données,PRPM*

Débat

Conclusions de la journée

Deuxième jour

9h 00-10 h 30 Session 5 (plénière) : La convergence des initiatives de développement et le suivi-évaluation

Présidence : Mr Mohamed Ould Abba, Conseiller du Ministre des Affaires Economiques et du Développement de la Mauritanie

Facilitateur / personne ressource : Mr Nicolas Kazadi, Economiste principal du PNUD en Guinée

Communication 9

La mise en cohérence des initiatives de développement (OMD/DSRP/NEPAD) et la problématique du suivi-évaluation

Communication de Mr Luc J. Grégoire Conseiller économique principal du PNUD et de Mr Wally Badiane, Chargé de programme spécialiste du Suivi Evaluation auprès de l'UNICEF au Sénégal

Communication 10

Le NEPAD et son mécanisme de suivi-évaluation

Communication de Mr Taib Diallo, Conseiller stratégique du PNUD au Sénégal

Communication 11

La démarche de développement humain et la problématique du suivi-évaluation.

Communication de Mr Jean Le Nay, Conseiller interrégional du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies.

Débat

10 h 30 - 10 h 45 Pause Café

10 h 45-12 h 45 Session 6 (plénière) : Les domaines d'application du suivi-évaluation

Présidence : Mr Amadou Mamadou, Economiste principal du PNUD au Cameroun et au Gabon designer)

Facilitateurs/personne ressource : Mme Aruna bolaky ARR-Economiste du PNUD à Sao Tomé

Communication 12

Le suivi et l'évaluation dans la mise en œuvre des politiques publiques : Approches méthodologiques

Communication de Mr Jean Pierre Foirry, Professeur d'économie au CERDI (Clermont-Ferrand) et Vice-Président de l'université d'Auvergne

Communication 13

Les approches transversales de suivi-évaluation : l'intégration de la dimension Genre dans une perspective OMD

Communication de Mme Micheline Ravololonarisoa, Directrice régionale de l'UNIFEM, de Mme Coumba Mar Gadio, Coordonnatrice du bureau d'appui sous-régional de l'Afrique de l'Ouest (SURF-PNUD) et de Mme Fatime Christiane Ndiaye, Conseillère Principale Genre du BIT.

Communication 14

La prise en compte de la problématique de l'emploi et de la protection sociale dans la mise en œuvre et le suivi –évaluation des CSLP

Communication de Mr Mohamed Ali Ould Sidi, Directeur régional du BIT

Débat

13 h 00- 14 h 30 Déjeuner

14 h 30 –16h 00

Organisation des travaux en 2 Commissions:

A - le Suivi-Evaluation des initiatives Globales (OMD-DSRP-DHD-NEPAD)	B - les domaines d'application et les instruments du Suivi-Evaluation
Présidence : Mr Philippe Rouzier Economiste principal du PNUD à Haiti Facilitateur/personne ressource : Le Directeur du Suivi-Evaluation au Ministère du développement rural de Mauritanie Rapporteur : Mme Marie Michelle Ouédraogo UNICEF Burkina Faso	Présidence : Mr Mamou Ousmane Ba Chef de la coopération du ministère de l'économie et des finances du Sénégal Facilitateur/personne ressource : Mr Nicolas Ponty Rapporteur : Mr Daniel Mikayoulou PNUD Congo Brazzaville
<ul style="list-style-type: none">• <i>Le secteur privé et les initiatives en matière de suivi-évaluation : l'expérience du Sénégal et de la Mauritanie. (Patronat, PALPICs et SONADER).</i>	<ul style="list-style-type: none">• <i>Les initiatives et recommandations en faveur du suivi-évaluation de la question du genre. Fatime Christiane Ndiaye (BIT).</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>La promotion du développement au plan décentralisé et le suivi-évaluation : L'Expérience concertée des agences des Nations Unies au Sénégal. par Luc.J. GREGOIRE (PNUD).</i>	<ul style="list-style-type: none">• <i>Le Suivi de la question énergétique et les OMD. Eric de Muynck, PRPM-PNUD</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>Le renforcement des capacités des collectivités locales et des organisations à la base pour</i>	<ul style="list-style-type: none">• <i>Les observatoires de suivi de la pauvreté et des conditions de vie: l'expérience du Burkina Faso (Kabré Irène STC-PDES)</i>

<p><i>l'appropriation et le suivi évaluation des initiatives de développement par M.ousmane Ndoye, ministère du plan et du développement durable, Sénégal.</i></p>	<p><i>Burkina Faso et PNUD) et de la Mauritanie, Mr Abadila Commissariat aux droits de l'homme et à la lutte contre la pauvreté</i></p>
--	---

16 h 00 - 16 h 15 Pause café

16 h 15- 17h 00 Restitution des travaux des 2 commissions et conclusions de la journée

20 h 00 –22 h 00 Dîner - Soirée Culturelle

Troisième jour

9h 00-10 h 30 Session 7 (plénière) : La convergence des initiatives de développement et le suivi-évaluation

Présidence :Mme Rosine Sory Coulibaly, Représentante Résidente Adjointe du PNUD en Mauritanie

Facilitateur / personne ressource :

Communication 15

L'analyse des pratiques évaluatives : orientations et démarches

Communication de Mr Abdoulaye Sadio, Conseiller régional de l'UNICEF et de Mr Eric de Muynck, Chargé du Suivi-Evaluation du Programme régional Plates-formes Multifonctionnelles

Communication 16

L'expérience du ReNSE au Niger

Communication de Mr Abdou Ibro Conseiller Stratégique du PNUD

Communication 17

L'appui aux réseaux d'évaluation et l'analyse des contenus.

Communication de Mme Isabelle Sannié, AIF et de Mr Eric de Muynck (PRPM-PNUD)

Débat

10 h 30 - 10 h 45 Pause Café

10 h 45 -12 h 45 Session 8 (plénière) : Le suivi de l'objectif 8 des OMD au niveau des pays du Sud

Présidence : Madame Jeanne Gakuba, Vice maire de Kigali, Rwanda

Facilitateur / personne ressource : Mr Houensou Agbodji, PNUD Benin

Communication 18

Le système de suivi de l'Aide Publique au Développement au niveau de l'OCDE
Communication de Mr Jean Louis Grolleau, Conseiller Principal DAC-STAT de l'OCDE

Communication 19

Le Suivi de l'APD au niveau des pays bénéficiaires : le cas de la Mauritanie
Communication de Mr Mohamed Ali Lemrabott, Conseiller stratégique du PNUD en Mauritanie

Communication 20

La rénovation des rapports sur la coopération au développement pour le suivi de l'APD consacrée au DSRP et aux OMD
Communication de Mr Mamour Ba, Directeur en charge du suivi de l'aide, Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal

Débat

12 h 45- 14 h 00 Déjeuner

14 h 00 –15h 00

Organisation des travaux en 2 Commissions:

C - les enjeux et priorités en matière de Suivi-Evaluation	D - les responsabilités et modalités en vue de l'accompagnement des processus de Suivi-Evaluation
Facilitateur/personne ressource : Mr Amadou Mamadou, Economiste principal du PNUD	Facilitateur/personne ressource : Mr Abdoulaye Sadio, Conseiller régional de l'UNICEF
<ul style="list-style-type: none">• <i>Les forces et faiblesses des réseaux de Suivi-Evaluation</i>	<ul style="list-style-type: none">• <i>le rôle des acteurs nationaux et la promotion des partenariats</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>le renforcement des capacités et les contenus</i>	<ul style="list-style-type: none">• <i>la contribution des agences du SNU</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>la valorisation des meilleures pratiques</i>	<ul style="list-style-type: none">• <i>les modalités d'appuis et de suivi</i>

15 h 00 - 15h 45 Restitution des travaux des 2 commissions

15 h 45 - 16 h 00 Pause café

16 h00 – 17 h 00 Session 9 : CEREMONIE DE CLOTURE

Présidence : Mr le Commissaire aux Droits de l'Homme et à la lutte contre la pauvreté de la Mauritanie

Rapporteur : Mr MohamedAli Lemrabott, Conseiller Stratégique du PNUD en Mauritanie

- **Présentation et adoption de la déclaration finale de l'Atelier Régional**
- **Motion de remerciement des participants**
- **Discours du PNUD, Mme Cécile Molinier, Coordinatrice des agences du SNU en Mauritanie**
- **Discours de clôture de l'Atelier Régional par Mr le Commissaire aux Droits de l'Homme et à la Lutte contre la Pauvreté de la Mauritanie**

Fin du Forum

ANNEXE 2 : LES DISCOURS DE L'ATELIER REGIONAL CONSACRES AU SUIVI ET A L'EVALUATION

République Islamique de Mauritanie

Honneur - Fraternité - Justice

**Discours de SEM MOHAMED KHALED OULD MOHAMED SIDYA,
Ministre des Finances de la République Islamique de Mauritanie**

à l'occasion de l'ouverture de l'Atelier Régional sur les processus de Suivi-Evaluation des actions
de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre
- Nouakchott, les 23, 24 & 25 Novembre 2004-

Messieurs les Ministres ;
Madame la Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement
Mesdames et Messieurs les Représentants des Agences de Coopération ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des pays frères ;
Mesdames et Messieurs les participants ;
Mesdames et Messieurs ;

Il m'est particulièrement agréable aujourd'hui de présider la cérémonie d'ouverture de cette importante rencontre régionale consacrée au suivi évaluation des actions de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'objectif de cette rencontre est de permettre la mise en place et le développement harmonisé d'un réseau de suivi-évaluation en Afrique de l'Ouest et du Centre en s'appuyant sur l'expertise des agences du système des Nations Unies ainsi que sur les initiatives en cours et les réseaux nationaux de suivi-évaluation. Il est notamment attendu que cet atelier soit l'occasion d'échanges d'informations sur les démarches les plus appropriées pour valoriser les compétences nationales d'une large communauté d'acteurs en matière d'évaluation des politiques de développement et pour créer les synergies essentielles et les partenariats indispensables à la conduite des processus nationaux et sous régionaux de suivi-évaluation et à leur pérennisation.

Au moment où nos pays s'attèlent à ancrer la démocratie dans l'esprit et le comportement du citoyen ; au moment où les programmes de développement exigent des Etats mais aussi des partenaires, donateurs et bailleurs de fonds plus de performance et d'efficacité, le suivi-évaluation de l'ensemble de ces politiques s'avère être l'instrument de mesure essentiel pour apprécier la réussite des actions menées et les nécessaires réajustements à introduire.

Dans ce domaine, des initiatives intéressantes ont été engagées par nos pays, mais la consolidation de ces initiatives et le développement des échanges d'expériences, l'auto formation et l'appui aux activités de suivi-évaluation, semblent indispensables.

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

Notre pays, sous la direction du Président de la République Monsieur Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, a très tôt perçu que le développement du suivi-évaluation et l'évaluation des politiques publiques en général constituent des composantes fondamentales des stratégies et des programmes de développement. Cette priorité a été confirmée au niveau du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et dans le cadre du développement de l'approche participative, reposant sur un partenariat efficace Etat- Secteur privé- Société Civile.

Le Gouvernement, sous la conduite de Monsieur le Premier Ministre, Maître Sghair Ould Mbarek a, dans le cadre du quatrième axe du Cadre Stratégique de lutte contre la Pauvreté et sur la base de la Déclaration d'Orientation sur la bonne Gouvernance adoptée en décembre 1999, élaboré un programme national de bonne Gouvernance dont les volets essentiels portent sur : (i) la consolidation de l'état de droit, (ii) le renforcement des capacités de l'administration, (iii) la décentralisation, (iv) la gestion efficace et transparente des biens publics et (v) le renforcement des capacités de la société civile.

En outre et soucieux de renforcer la contribution de toutes les catégories de nos concitoyens, quelle que soit leur zone géographique, à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre des politiques publiques, le Gouvernement organise chaque année, des ateliers auxquels participent toutes les moughataas du pays, à travers leurs élus nationaux et locaux, les responsables de l'administration territoriale et les représentants des différentes organisations de la société civile, des services régionaux de l'Etat et de la presse.

Mesdames et Messieurs,

Au cours du présent atelier, des communications seront présentées portant sur plusieurs thématiques et expériences correspondant aux domaines couverts par le suivi-évaluation.

Dans ce cadre, je vous invite à procéder à un échange interactif sur les approches et stratégies à mettre en œuvre dans nos pays pour tirer pleinement profit des démarches et approches qui s'avèrent les plus porteuses.

Je remercie le Programme des Nations Unies pour le développement pour l'appui apporté à l'organisation de cette manifestation et déclare ouvert l'Atelier Régional sur les processus de suivi-évaluation des actions de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Je vous remercie.

ATELIER REGIONAL SUR LES PROCESSUS DE SUIVI- EVALUATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

(Nouakchott, 23, 24 et 25 novembre 2004)

DISCOURS D'OUVERTURE DE MADAME LA COORDONNATRICE DES AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES EN MAURITANIE

Monsieur le Ministre des Finances,
Mesdames et Messieurs les Représentants des délégations gouvernementales,
Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et des Agences du
Système des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société civile,
Distingués invités à la Conférence.

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue et vous dire combien nous sommes honorés de vous accueillir à cet important atelier régional consacré aux processus de suivi-évaluation des actions de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre qui réunit plus d'une centaine de participants venus de 15 pays.

La problématique du suivi et de l'évaluation constitue un élément majeur des processus de pilotage stratégique et de coordination des politiques, ce qu'imposent aujourd'hui les grandes orientations en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement et la réalisation du NEPAD.

Améliorer la performance des politiques d'aide au développement ainsi que l'apprentissage organisationnel, par la gestion des connaissances et la coordination des initiatives de développement et rendre compte des résultats et des impacts obtenus, constituent les fondements de l'ensemble de nos interventions mais également des leviers de premier ordre pour la promotion de partenariats solides et durables.

Cependant, les défis et les enjeux en matière de suivi-évaluation sont diversement appréhendés par les différents acteurs, dont les agences des Nation Unies même si des orientations et des programmes conjoints ont impulsé des démarches en faveur de la promotion du Suivi et de l'Evaluation. Des initiatives remarquées ont été engagées dans un certain nombre de pays dont notamment la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Cameroun et d'autres se préparent, qu'ils convient de soutenir, en mettant l'accent sur des démarches consensuelles, ouvertes et participatives et en valorisant les meilleures pratiques.

La consolidation des initiatives en cours, le développement d'échanges d'expériences et la promotion d'actions d'auto formation requièrent des appuis cohérents et intégrés qui semblent indispensables aux activités de suivi-évaluation engagées, en Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'objectif de l'atelier régional organisé à Nouakchott est de permettre la mise en place et le développement harmonisé d'un réseau de suivi-évaluation en s'appuyant d'une part, sur l'expertise remarquable d'un certain nombre d'agences de SNU disposant d'équipe spécialisée

notamment l'UNICEF, UNFPA, l'OMS, la Banque Mondiale et le PNUD et d'autre part, sur les initiatives en cours et les réseaux nationaux de suivi-évaluation.

Monsieur le Ministre des Finances,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

Un tel atelier doit permettre de procéder à des échanges d'informations sur les démarches les plus appropriées pour valoriser les compétences nationales d'une large communauté d'acteurs en matière d'évaluation des politiques de développement, en vue de créer les synergies essentielles et les partenariats indispensables à la conduite des processus nationaux de suivi-évaluation et à leur pérennisation.

Nous savons qu'il est possible de répondre aux attentes des différents acteurs et d'orienter les réflexions et les propositions autour de priorités consensuelles et soutenables à long terme en fondant les travaux de cet important atelier autour :

Premièrement, d'une compréhension commune des enjeux du suivi et de l'évaluation ;

Deuxièmement, de l'identification des besoins et des opportunités en matière de suivi-évaluation pour la convergence et la réalisation des grandes initiatives de développement (OMD-CSLP-NEPAD) ;

Troisièmement, de la nécessité de favoriser une culture de l'évaluation au sein des acteurs clés à l'échelle nationale mais également au sein des agences du Système des Nations Unies ;

Quatrièmement, de l'importance d'appuyer le renforcement des capacités en évaluation des politiques et programmes et dans les domaines d'application du suivi de la mise en œuvre ;

Cinquièmement, de définir les axes de collaboration entre pays en matière d'échange d'expériences et de renforcement des capacités et des meilleures pratiques.

Cet atelier devrait également permettre de valoriser les nouvelles directives de la programmation conjointe des agences du SNU (UNDAF) et le suivi et l'évaluation dans la mise en œuvre des politiques et des programmes mais également dans l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement. Aussi, je saisis cette occasion pour remercier de leur présence, les représentants de l'OCDE, de la Banque Africaine de Développement et de l'Agence intergouvernementale de la francophonie qui ont effectué le déplacement de Nouakchott ainsi que les principaux bailleurs de fonds, représentés en Mauritanie.

Monsieur le Ministre des Finances,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

Avant de terminer mon propos, je voudrais remercier, à travers vous, Monsieur le Ministre des Finances et votre homologue en charge des Affaires Economiques et du Développement, le Gouvernement mauritanien qui a souhaité donner un caractère tout particulier à cette importante

rencontre sous régionale. C'est l'occasion pour moi de réitérer ici, l'engagement des agences du Système des Nations Unies en général et du PNUD en particulier, à appuyer les initiatives du gouvernement en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la pauvreté et notamment le réseau national en charge des questions de suivi-évaluation.

Je voudrais saluer la présence des représentants des réseaux de suivi-évaluation déjà fonctionnels ou en cours de création provenant de la société civile et des ONG ainsi que les représentants du secteur privé de la région, spécialistes du suivi-évaluation qui ont accepté de jouer un rôle clé dans l'animation et l'orientation des débats.

Je voudrais également saisir cette opportunité pour féliciter et remercier les chefs d'agence des Nations Unies pour leur mobilisation et leur engagement de premier ordre.

Je voudrais enfin souhaiter à nos séminaristes pleins succès à vos travaux et vous remercier de votre attention.

**• LE DISCOURS DE CLOTURE DE MADAME LA COORDONNATRICE
DES AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES EN MAURITANIE
(Nouakchott, le 25 Novembre 2004)**

Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et du Développement,
Mesdames et Messieurs les Représentants des délégations gouvernementales,
Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,
Chers collègues Représentants des Organisations Internationales et des Agences du Système des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de votre présence et vous dire combien nous avons été honorés de vous accueillir à cet important atelier régional consacré aux processus de suivi-évaluation des actions de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre qui a réuni plus d'une centaine de participants venus de 20 pays.

Je voudrais saluer le travail remarquable qui a été accompli au cours des trois journées que nous avons consacrées au renforcement des connaissances et aux échanges d'expériences en matière de suivi-évaluation.

Je voudrais féliciter les intervenants à l'atelier qui ont contribué à la qualité des échanges d'informations nécessaires à la valorisation des compétences nationales d'une large communauté d'acteurs en matière de suivi-évaluation et à la création d'alliances stratégiques pour la conduite des processus nationaux et sous régionaux de suivi-évaluation et leur pérennisation.

Nous espérons que nous avons répondu aux attentes des différents acteurs et que les réflexions et les propositions vont permettre de soutenir et d'accompagner les priorités consensuelles et les engagements pris à Nouakchott.

Notre atelier a permis une meilleure compréhension des défis et enjeux du suivi et de l'évaluation tant en termes de gouvernance que de mise en œuvre des politiques et stratégies de développement.

Il a contribué sans aucun doute à l'identification des besoins et des opportunités en matière de suivi-évaluation pour la convergence et la réalisation des grandes initiatives de développement (OMD-CSLP-NEPAD) ;

Il a également mis en relief la nécessité de favoriser une culture de l'évaluation auprès des décideurs et des instances dirigeantes ainsi qu'au sein des acteurs clés à l'échelle nationale en valorisant des démarches participatives et harmonisées de renforcement des capacités et en s'appuyant sur les potentialités de l'UNDAF et le soutien des partenaires au développement.

Il a également permis de réfléchir aux formes et aux modalités de renforcement des capacités en évaluation des politiques et programmes et dans les domaines d'application du suivi de la mise en œuvre, en suggérant notamment que les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre puissent définir des stratégies nationales transversales et multisectorielles de suivi-évaluation avec l'appui des réseaux constitués ou en cours d'installation.

Enfin, la rencontre de Nouakchott aura servi à la définition des axes de collaboration entre les équipes pays et un certain nombre de partenaires pour accompagner les échanges d'expériences et le renforcement des capacités et des meilleures pratiques en vue de la constitution de réseaux nationaux et sous-régionaux.

Monsieur le Secrétaire Général,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Avant de terminer mon propos, je voudrais remercier à travers vous et une fois encore, le gouvernement mauritanien qui a souhaité donner un caractère tout particulier à cette importante rencontre sous régionale. C'est l'occasion pour moi de réitérer ici, l'engagement des agences du Système des Nations Unies en général et du PNUD en particulier, à appuyer les initiatives du gouvernement en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la pauvreté et notamment le réseau national en charge des questions de suivi-évaluation.

Je saisis cette occasion pour remercier de leur participation, les représentants de l'OCDE, de la Banque africaine de développement, de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie et les principaux bailleurs de fonds et vous informer que nous ferons porter notre projet de résolution à la Conférence de l'association Africaine des Evalueurs, prévue au Cap les 1-3 décembre 2004.

Je voudrais remercier les représentants des réseaux de suivi-évaluation déjà fonctionnels ou en cours de création provenant de la société civile et des ONG ainsi que les représentants du secteur privé de la région qui ont joué un rôle clé dans l'animation et l'orientation des débats.

Je voudrais également saisir cette opportunité pour féliciter et remercier les Chefs d'agence du Système des Nations Unies pour leur mobilisation et leur engagement de premier ordre et souhaiter à nos séminaristes un bon retour dans leur foyer respectif et pleins succès pour leurs travaux à venir.

Je vous remercie.

ANNEXE 3 :

LES SITES CONSACRES AU SUIVI ET A L'EVALUATION

<http://www.usaid.gov/pubs/r4workshop/MONITOR8/>

Les sites suivants apparaissent dans la page du FNUAP.

Development Assistance Cooperation (DAC) Evaluation Group

<http://www.oecd.org/dac/Evaluation/index.htm>

ILO <http://www.ilo.org/public/english/bureau/program/review/>

UNDP <http://www.undp.org/eo/index.htm>

UNFPA <http://www.unfpa.org/ooe/>

UNICEF <http://www.unicef.org/resreview/>

USAID http://www.dec.org/usaid_review

World Bank <http://worldbank.org/html/oed/evaluation>

.....

Evaluation Associations

American Evaluation Association <http://www.review.org>

Canadian Evaluation Society <http://www.evaluationcanada.ca>

Niger Evaluation Association <http://www.ird.ne/rense/>

.....

Publications

AVSC Service Management Publications <http://www.avsc.org/pubs/publist.html#service>

CEDPA Training Manuals

<http://www.cedpa.org/publications/trainingpub.htm>

.....

Other

MandE News - A news service focusing on developments in monitoring and evaluation methods relevant to development projects with social development objectives
<http://www.MandE.co.uk/news.htm#NEW>

UN Eval Useful Links

>
[IDEAS website](#)

UN Agencies' Evaluation Websites

>
[International Fund for Agricultural Development](#)

Non-UN Agencies' Evaluation Websites

>
[Evaluation - The International Journal of Theory, Research and Practice](#)

Databases

>
[UNDP evaluation databases](#)

>
[UNICEF statistical data](#)

>
[World Bank publication site](#)

Evaluation Tools

>
[UNDP Handbook on Monitoring and Evaluation :](#)

>
[UNICEF Evaluation Methods and Tools](#)

>
[World Bank Evaluation Tools and Approaches](#)

Consultant Rosters

>
[UNAIDS Monitoring & Evaluation Expert Roster](#)

>
[UNDP/SURF Expert Roster](#)

Evaluation Database

UNICEF is committed to the dissemination of lessons learned from evaluations and studies. In these pages, you can get access to reports of UNICEF evaluations and studies, organized [by region](#), [by country](#), [by date](#), and [by theme](#).

You can also link to [other organizations' evaluation databases](#).

In 2003, the UNICEF Evaluation Database will be available on the Internet with full search capabilities.

Evaluation Databases

This page provides information exclusively on evaluation databases.

[United Nations Agencies](#)

[Inter Agency Working Groups](#)

[Multilateral Agencies](#)

[Research Institutions](#)

[Donor Agencies](#)

United Nations Agencies

[IFAD – International Fund for Agricultural Development](#)

IFAD's [Evaluation Knowledge System](#) allows you to search for reports by region, country, evaluation type, document type, year and theme. The reports are available as full-text documents, executive summaries, abstracts, or lessons learned.

[ILO – International Labour Organization](#)

Here you will find [thematic evaluations](#) assessing the impact of ILO activities across technical fields and the [PROGEVAL](#) database, which contains bibliographical references and abstracts of evaluation reports. The database can be searched in English, French, German or Spanish using keywords from the the ILO Thesaurus. The [Evaluation highlights](#) provides brief summaries of studies and evaluations.

[UNICEF-IRC – UNICEF Innocenti Research Centre](#)

The Centre offers access to a number of internal bibliographic resources and databases, as well as links to a number of external databases, on-line resources and organizations of interest to those involved in promoting the rights of children and women. The main themes in the **UNICEF IRC collection** are inspired by the UN Convention on the Rights of the Child. Accordingly, the Library seeks to develop research collections that document the situation and the implementation of the rights of the child in the world. **TransMONEE** is a public-use database of socio-economic indicators for Central and Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States (CEE/CIS/Baltics). The **IRC virtual library** provides a selection of electronic resources, freely available on the net, in the economics, social science, and human rights areas.

[UNCDF – United Nations Capital Development Fund](#)

UNCDF's database contains summaries of mid-term, final and ex-post evaluations of projects evaluated since 1992. An [index of project evaluation summaries](#) is arranged both by country and by year.

[UNDP – United Nations Development Programme](#)

The [Central Evaluation Database](#) contains summaries of evaluation reports on the agency's projects. The database is searchable by country, region, evaluation year and type, area of focus, etc.

[UNESCO – United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization](#)

The site of the Internal Oversight Services contains online [Evaluation Reports](#) on Education, Culture, Social & Human Sciences, Communication, Information & Informatics and Thematic Evaluations.

[UNFPA – United Nations Population Fund](#)

Here you will find the agency's evaluation [Reports and Findings](#) of thematic evaluations. The evaluation reports analyse UNFPA-supported projects and programmes and provide recommendations. The series of evaluation findings provide a synopsis of lessons learned from thematic and other evaluations.

[UNHCR – United Nations Humanitarian and Crisis Response](#)

This site contains electronic versions of all UNHCR [Evaluation Reports](#) since 1994. A special series of 'real-time' assessments of the agency's response to Afghanistan is profiled in the [New Issues in Refugee Research Series](#).

Inter Agency Working Groups

[ALNAP – Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action](#)

The network's [Evaluative Reports Database](#) on evaluations of humanitarian action is fully searchable, with key sections and summary information. The [Useful Resources](#) database has fully searchable bibliographic listings, downloadable documents and links to relevant web sites. The [Publications](#) section also offers access to studies and background papers.

[DAC – Development Assistance Committee Evaluation Group](#)

The [DAC Evaluation Inventory](#) contains evaluation abstracts in English and French that various international development organizations have agreed to make available to the general public.

Other Multilateral Agencies

[ADB – Asian Development Bank Operations Evaluation Office](#)

The site features AIDB's [Online Reports](#) and a [Catalog](#) of both online and offline publications.

[IADB – Inter-American Development Bank Office of Evaluation and Oversight](#)

This bilingual site (English and Spanish) provides access to [reports on thematic and country evaluations](#) conducted by the bank, as well as abstracts of the bank's evaluations.

[World Bank Group's Evaluation Monitoring and Quality Enhancement](#)

- The [IFC Evaluation Group's](#) site contains thematic, sector-specific, process or country/regional focused studies. The Group also provides access to executive summaries and abstracts of its [Lessons of Experience Series](#).
- The [Operations Evaluations Department](#) publishes Country Evaluations, Sector studies, Project Evaluations, Précis Working Papers, and Lessons & Practices.
- The [Impact Evaluation Thematic Group \(PovertyNet\)](#) site provides access to [Selected Evaluations](#).
- The [World Bank Institute' Evaluation and Scholarship Unit](#) publishes [Evaluation Reports](#), [Evaluation Briefs](#), and the [WBI Lessons Learned Series](#).

Research Institutions

[IDRC – International Development Research Centre](#)

The site contains IDRC's annual corporate evaluation (ACE) reports, strategic evaluation reports, tools and methodologies in the [Our Publications](#) section. The [IDRC Library](#) provides public access to development information via two databases. The [BIBLIO](#) database provides information on IDRC's collection of research materials and the [IDRIS](#) on IDRC-funded development research activities.

[INTEVAL – International Evaluation Research Group](#)

INTEVAL publishes research results as co-edited books or as part of the [Comparative Policy Analysis Series](#).

[MEASURE Evaluation](#)

This site provides information for monitoring and evaluation of population and health programs. The [Publications](#) section provides access to journal articles, working papers, presentations, technical reports, and manuals in full-text and abstract formats. This site also provides access to an [electronic library of evaluation resources](#), as well as facility and household data sets.

Donor Agencies

[AusAid – Australian Agency for International Development](#)

[Evaluation Reports](#) dating from 1996 and [Quality Assurance Reports](#) are available in portable document format. The online [Lessons Learned Database](#) can be searched by country, sector or by keyword.

[CIDA – Canadian International Development Agency](#)

This bilingual site has Evaluation guides and reports, [Results-Based Management](#) guides and reports, and the series What We're Learning About.

[DANIDA – Danish International Development Agency](#)

The site contains [reports and summaries of evaluations](#) undertaken since 1994.

[DFID – Department for International Development](#)

The Evaluation Department provides access to [Evaluation Summaries](#) (EvSums) and order information for full-text reports.

[JICA – Japan International Cooperation Agency](#)

JICA's Evaluation and Post-Project Monitoring site contains online publications include [Evaluation Bulletins](#) and [Evaluation Reports](#).

[Sida – Swedish International Development Agency](#)

Full-text reports are under the [Sida Evaluations](#) series and the [Sida Studies in Evaluation](#). The [Newsletter](#) highlights selected evaluations and studies.

[USAID – U.S. Agency for International Development](#)

The [Center for Development Information and Evaluation](#) has a wide range of online publications dating from 1997. These include the [Working Paper Series](#), the [impact evaluation reports](#) (on girls' education, environmental pollution, food aid, etc.), and the [Evaluation Highlights](#) on humanitarian assistance in post-conflict societies.

Evaluation Societies






































This site provides access to all of the important Evaluation Societies around the world. This is usually a good starting point to get in touch with the Evaluation Community and to get useful information about new developments related to this field. In addition, it can be helpful to get educational material and newsletters.

-  [American Evaluation Association](#)  [Rate It](#)
-  [UK Evaluation Society](#)  [Rate It](#)
-  [African Evaluation Association](#) [Rate It](#)
-  [Australasian Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [Canadian Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [Danish Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [European Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [French Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [German Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [IOCE -International Organisation for Cooperation in Evaluation-](#) [Rate It](#)
-  [IPEN International Project Evaluation Network \(Russian Federation\)](#) [Rate It](#)
-  [Israeli Association for Program Evaluation \(IAPE\)](#) [Rate It](#)
-  [Italian Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [Japan Evaluation Society \(JES\)](#) [Rate It](#)
-  [Malaysian Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [National Legislative Program Evaluation Society \(NLPES\)](#) [Rate It](#)
-  [Nigerian Network of Monitoring and Evaluation](#) [Rate It](#)
-  [Spanish Public Policy Evaluation Society \(SEE\)](#) [Rate It](#)
-  [Sri Lanka Evaluation Association](#) [Rate It](#)
-  [Swiss Evaluation Society](#) [Rate It](#)
-  [UTVÄRDERARNA "The Evaluators" -Sweden-](#) [Rate It](#)
-  [Walloon Evaluation Society](#) [Rate It](#)

Journals and Newsletters

This site provides access to Journals and Newsletters. It's useful to stay in the game. Newsletters are free, but some journal might only be available after subscription. However, an abstract usually exists.







-  [Evaluation -The International Journal of Theory, Research and Practice -](#)  [Rate It](#)
-  [Evaluation Review, A Journal of Applied Social Research](#)  [Rate It](#)



-  [The American Journal of Evaluation **pop** Rate It](#)
-  [The Canadian Journal of Program Evaluation **pop** Rate It](#)
-  [Action Research International Rate It](#)
-  [AgBioForum Rate It](#)
-  [Conference Alerts -Academic Conferences Worldwide Rate It](#)
-  [Critical Social Work JOURNAL Rate It](#)
-  [Development in Practice Rate It](#)
-  [Education Policy Analysis Archives Rate It](#)
-  [ELSEVIER Evaluation and Program Planning Rate It](#)
-  [Evaluation and the Health Professions Rate It](#)
-  [Governance Journal Rate It](#)
-  [History and Policy Rate It](#)
-  [Innovation Journal Rate It](#)
-  [International Review of Administrative Sciences Rate It](#)
-  [IPMN International Public Management Network Rate It](#)
-  [Japanese Journal of Evaluation Rate It](#)
-  [Jossey-Bass Company Web-site Rate It](#)
-  [Journal of European Social Policy Rate It](#)
-  [Journals and Newsletter -various links by Sociology Virtual Library- Rate It](#)
-  [LEAP IMPACT Rate It](#)
-  [MandE News Rate It](#)
-  [Newslink -International Newspapers- Rate It](#)
-  [Philippine Journal of Public Administration Rate It](#)
-  [Policy Library Rate It](#)
-  [Practical Assessment, Research and Evaluation \(PARE\) Rate It](#)
-  [Public Administration and Management Rate It](#)
-  [Public Administration, published by Blackwell Rate It](#)
-  [Public Works Management & Policy Rate It](#)
-  [Qualitative Health Research Rate It](#)
-  [Qualitative Research Rate It](#)
-  [Research Evaluation Rate It](#)
-  [Sida Evaluations Newsletter Rate It](#)
-  [Social Sciences Electronic Journals by Social Sciences Virtual Library Rate It](#)
-  [SPVL -Section Academic Journals- Rate It](#)
-  [Studies in Educational Evaluation Rate It](#)
-  [The American Review of Public Administration Rate It](#)
-  [The Journal of Public Administration Research and Theory Rate It](#)
-  [USAID Evaluation Publications Rate It](#)

Educational Materials : Government Publications

-
-  [Designing Evaluations. GAO **pop** Rate It](#)
 -  [Asian Development Outlook 2000 Rate It](#)
 -  [Australian Agency for International Development \(AusAID Evaluations\) Rate It](#)
 -  [DAC Evaluation Abstracts Rate It](#)
 -  [Evaluating EU Expenditure Programmes Rate It](#)
 -  [Evaluating the Impact of Development Projects on Poverty -World Bank 2000- Rate It](#)
 -  [Evaluation Reports - Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit- Rate It](#)
 -  [GAO Policy and Guidance Materials Rate It](#)
 -  [ILO Guidelines for the integration of gender issues 1995 Rate It](#)
 -  [ILO- Framework for Active Labour Market Policy \(ALMPs\) Evaluation 1999 Rate It](#)
 -  [ILO-Publication Page Rate It](#)
 -  [MEANS Programme EU Rate It](#)
 -  [Monitoring and Evaluation for Results: a Handbook Rate It](#)
 -  [Monitoring and Evaluation. World Bank-2000 Rate It](#)
 -  [National Evaluation of Sure Start Rate It](#)
 -  [OECD-DAC Development Indicators Rate It](#)
 -  [Policies and Publications -Treasury Board of Canada Secretariat- Rate It](#)
 -  [Progresa Reports- Rural Anti-poverty Program - Rate It](#)
 -  [Tax and Policy Evaluation - World Bank- Rate It](#)
 -  [The evaluation of active labour market measure for the long-term unemployed Rate It](#)
 -  [UNAIDS M&E Manual Rate It](#)
 -  [UNFPA Evaluation Reports and Findings Rate It](#)
 -  [Unicef's Monitoring and evaluation manual Rate It](#)
 -  [WHO -Equity in Health- Rate It](#)
 -  [WHO -Policy Learning Curve Series - Rate It](#)
 -  [Who are the Question-makers?: A Participatory Evaluation Handbook ..UNDP1997 Rate It](#)

Educational Materials : Articles Papers Reports

-  [A Guide to Programme Evaluation **pop** Rate It](#)
-  [A Guide to Research Evaluation **pop** Rate It](#)
-  [Alternative Methods for Collecting Evaluation Data **pop** Rate It](#)
-  [Basic Guide to Program Evaluation **pop** Rate It](#)
-  [Educational Research, Evaluation, Assessment, Policy Analysis Associates **pop** Rate It](#)
-  [Evaluation Cookbook **pop** Rate It](#)

-  [Evaluation Handbook \(W.K. Kellogg Foundation\)](#)  [Rate It](#)
-  [Evaluation Handbook by Judith Wilde & Suzanne Sockey](#)  [Rate It](#)
-  [Online Evaluation Workbook](#)  [Rate It](#)
-  [Outcomes Evaluation](#)  [Rate It](#)
-  [Program Evaluation Tool Kit](#)  [Rate It](#)
-  [A Guide to Quality Schemes and the Delivery of Public Services](#) [Rate It](#)
-  [A Review of Evaluation Resources for Nonprofit Organizations](#) [Rate It](#)
-  [ABREMA - Activity Based Risk Evaluation Model of Auditing-](#) [Rate It](#)
-  [Case Program](#) [Rate It](#)
-  [Code of Fair Testing Practices in Education](#) [Rate It](#)
-  [Collaborative, Participatory, and Empowerment Evaluation](#) [Rate It](#)
-  [Community Toolbox, University of Kansas](#) [Rate It](#)
-  [Community-Based Project Evaluation Guide](#) [Rate It](#)
-  [EES Conference Papers Lusanne \(2000\)](#) [Rate It](#)
-  [EES Conference Papers Seville \(2002\)](#) [Rate It](#)
-  [ELDIS Evaluation reports](#) [Rate It](#)
-  [Electronic Textbook by Statsoft](#) [Rate It](#)
-  [EMCDDA Evaluation Instrument Bank](#) [Rate It](#)
-  [Evaluating Comprehensive Community Change](#) [Rate It](#)
-  [Evaluating Family Planning Programs with Adaptations for Reproductive Health](#) [Rate It](#)
-  [Evaluating HIV preventing programs](#) [Rate It](#)
-  [Evaluation Core Courses](#) [Rate It](#)
-  [Evaluation of information sources](#) [Rate It](#)
-  [Evaluation Took Kit](#) [Rate It](#)
-  [Framework for Program Evaluation in Public Health](#) [Rate It](#)
-  [Getting Smart, Getting Real](#) [Rate It](#)
-  [Glossary of Evaluation Terminology- BJA Evaluation Web Site --](#) [Rate It](#)
-  [Glossary of Evaluation Terms](#) [Rate It](#)
-  [Graduate Concentration in Evaluation](#) [Rate It](#)
-  [Guidelines for Legislative Language for State Program Evaluation](#) [Rate It](#)
-  [Guidelines for the Evaluation of Ethnographic Visual Media](#) [Rate It](#)
-  [Guiding Principles for Evaluators](#) [Rate It](#)
-  [Guiding Principles for Program Evaluation in Ontario Health Units](#) [Rate It](#)
-  [Handbook of Indicators for Family Planning Program Evaluation -Measure-](#) [Rate It](#)
-  [IDRC Evaluation Unit](#) [Rate It](#)
-  [Improving Information for Social Policy Designs](#) [Rate It](#)
-  [Indicators for Monitoring and Evaluation of AIDS Programs-Measure-](#) [Rate It](#)
-  [Indicators for Reproductive Health Program Evaluation-Measure-](#) [Rate It](#)
-  [InnoNet Glossary of Evaluation Terms](#) [Rate It](#)
-  [Interaction Evaluation RESOURCES & Evaluation Interest Group \(EIG\)](#) [Rate It](#)

































-  [International Program for Development Evaluation Training: Course Modules Rate It](#)
-  [Internet Glossary of Statistical Terms Rate It](#)
-  [Introduction to Evaluation -Trochim Home-page- Rate It](#)
-  [Introduction to Program Evaluation Rate It](#)

-  [LTSN National Evaluation Project Rate It](#)
-  [M.Sc in Policy Evaluation in Europe Rate It](#)
-  [Manual on participatory monitoring Rate It](#)
-  [MEASURE Training and Publications Rate It](#)
-  [Monitoring & Evaluation in Latin America and the Carribean Rate It](#)
-  [Newsletter by European Evaluation Society Rate It](#)
-  [NSF -Handbook for Mixed-Method Evaluations- Rate It](#)
-  [OECD- Glossary of Statistical Terms- Rate It](#)
-  [OERL -Online Evaluation Resource Library- Rate It](#)
-  [Outcome Measurement: Showing Results in the Nonprofit Sector Rate It](#)
-  [Planning and Constructing Performance-based Evaluations Rate It](#)
-  [Poverty Manual - WBI Programs - Rate It](#)
-  [Program Evaluation Standards Rate It](#)
-  [RDN Virtual Training Suite Rate It](#)
-  [Research & Evaluation Tools - Johns Hopkins Bloomberg School - Rate It](#)
-  [Research Methods Glossary Rate It](#)
-  [Research Methods Resources on the WWW Rate It](#)
-  [Research Methods Tutorials Rate It](#)
-  [SimSIP: Simulations for Social Indicators and Poverty Rate It](#)
-  [Social Science Research Methods: Resources for Teachers Rate It](#)
-  [The American Evaluation Association Publications Rate It](#)
-  [The Measurement Group: Instruments - HIV/AIDS Care Rate It](#)
-  [Trochim's Center For Research Methods Rate It](#)
-  [Understanding Evaluation: The Way to Better Prevention Programs Rate It](#)
-  [UNFPA The Programme Manager's Monitoring and Evaluation Toolkit Rate It](#)
-  [University of Wiscounsin Program Development and Evaluation Rate It](#)
-  [User-Friendly Handbook for Project Evaluation \(NSF\) Rate It](#)
-  [Using the Internet for Survey Research Rate It](#)
-  [Utilization-Focused Evaluation in Africa Rate It](#)

International Organizations

This section of the virtual library provides links to all of the important organizations, which are involved in monitoring the implementation of specific programmes around the world. This site might be useful if you are conducting a comparative research. In addition, the sub-section "Central Banks" is a good place to visit if you need economic statistics or financial publications.

Links

-  [Evaluating Capacity Development in Research & Development Organizations](#) new [Rate It](#)
-  [UNDP GEF Monitoring & Evaluation](#) new [Rate It](#)
-  [African Development Bank](#) [Rate It](#)
-  [Asia-Pacific Economic Cooperation \(APEC\)](#) [Rate It](#)
-  [Asian Development Bank Operations Evaluation Office](#) [Rate It](#)
-  [DAC - OECD Development Committee Assistance -](#) [Rate It](#)
-  [Division for Public Economics and Public Administration United Nations](#) [Rate It](#)
-  [FAO -Office of Programme Budget and Evaluation -](#) [Rate It](#)
-  [GAO -The United States General Accounting Office](#) [Rate It](#)
-  [IDRC The International Development Research Centre \(Evaluation Unit\)](#) [Rate It](#)
-  [IFAD International Fund for Agricultural Development](#) [Rate It](#)
-  [ILO- Evaluation Unit](#) [Rate It](#)
-  [IMF -Independent Evaluation Office \(IEO\)](#) [Rate It](#)
-  [Inter-American Roundtable on Evaluation](#) [Rate It](#)
-  [International Monetary Fund -External Evaluation Group-](#) [Rate It](#)
-  [Intosai: International Association for Courts of Audit](#) [Rate It](#)
-  [Islamic Development Bank \(IsDB\) : The Operations Evaluation & Audit Office](#) [Rate It](#)
-  [MagNet-Management Development and Governance Division](#) [Rate It](#)
-  [OECD Organisation for Economic Co-operation and Development](#) [Rate It](#)
-  [OED World Bank Operations Evaluation Department](#) [Rate It](#)
-  [Public Expenditure On-line](#) [Rate It](#)
-  [PUMA Public Management in OECD countries](#) [Rate It](#)
-  [SIGMA- Supports Good Governance in Central and Eastern Europe](#) [Rate It](#)
-  [The Evaluation and Scholarship Unit of the World Bank Institute](#) [Rate It](#)
-  [U.N. POPIN](#) [Rate It](#)
-  [U.S. Agency for International Development \(USAID\)](#) [Rate It](#)
-  [UN Office of Internal Oversight](#) [Rate It](#)
-  [UNCDF -United Nations Capital Development Fund -](#) [Rate It](#)
-  [UNDP Evaluation Office \(United Nations Development Programme\)](#) [Rate It](#)
-  [UNESCO - Evaluation Office](#) [Rate It](#)
-  [UNFPA United Nations Population Fund](#) [Rate It](#)
-  [UNHCR's Evaluation and Policy Analysis Unit \(EPAU\)](#) [Rate It](#)

- [UNICEF Rate It](#)
- [WHO- Health Policy Analysis - Rate It](#)
- [World Bank Group Evaluation Monitoring and Quality Enhancement Community Rate It](#)
- [World Health Organization \(WHO\) Rate It](#)

ANNEXE 4

LA LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER REGIONAL SUR LES PROCESSUS DE SUIVI-EVALUATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (Nouakchott, 23-25 Novembre 2004)

N°	Nom	Fonction	Institution	Pays	Mail
1	Mohamed Ali Ould Sidi	Directeur	BIT	Sénégal	
2	Amadou Cissé	Coordinateur	BIT	Sénégal	palpics@sentoo.sn/cisea@lo.org
3	Abdoulaye Sadio	Conseiller	UNICEF	Sénégal	asadio@unicef.org
4	OUEDRAGO Marie Michelle	Administrateur de programme	UNICEF	Burkina Faso	mmouedraogo@unicef.org
5	KABRE Bougouma	Administrateur des services financiers	Ministère de l'économie	Burkina Faso	kabreviéne@yahoo.fr
6	TCHAKEI Essowavana	Assistant du Coordinateur	Coordinateur DSRP Ministère de l'Economie	Lomé TOGO	oustchkei@yahoo.fr
7	VASSAHAMOOH HEBOU Béatrice	Administrateur Suivi Evaluation	UNICEF	TOGO	hvossah@unicef.org
8	KAZADI Nicolas	Senior Economiste	PNUD	GUINEE	
9	Dr Kanté Fatoumata	NPO/SR (National Programme Officer)	UNFPA	GUINEE	
10	KABA Aboubacar	Ingénieur Statisticien Economiste (ISE)	UNFPA	GUINEE	kababoubacar@yahoo.fr
11	Mamadou Bobo Sow	Statisticien - Economiste, Secrétariat Permanent	SRP	GUINEE	smamadoub@yahoo.com
12	Mohamed H'midouche	Représentant, Résident	BAD	Sénégal	
13	FOIRRY Jean Pierre	CERDI/Université d'Auvergne Consultant	PNUD	France	jefoirry@mageos.com
14	Mohamed DIALLO	Coordonnateur	PRECAGED	MALI	
15	DIABY Lanciné	Coordonnateur DSRP	GRT	Côte d'Ivoire	
16	SANNIE Isabelle	Chargée des études évaluation	Agence de la Francophonie		isabelle.sannie@francophonie.org
17	GAKUBA Jeanne	Vice Maire	Ville de Kigali	Rwanda	jaennewera@yahoo.fr

18	N'TAMAGIRO Christine	Economiste	PNUD	BURUNDI	
19	NGARAMBE Jean	Directeur	IDEC	BURUNDI	
20	JACQUES Bénédicte Sophie	Chargée BD/SIG Prog. Régional	PTF/PNUD	Sénégal	
21	DONATIEN Tameko,	Monitoring Evaluation Officer.	UNICEF	CAMEROU N	dtameko@unicef.org
22	CHARAVEL Clémence	Statistiques	ONS	France	
23	Rouzier Philippe	Economiste	PUD	HAITI	philippe.rouzier@undp.org
24	Isselkou O/ Mohamedou	DA/Direction Etude Evaluation	MEN	Mauritanie	
25	Daniel MIKAYOULOU	Conseiller Programme	PNUD	CONGO	daniel.mikayoulou@undp.org
26	MOUKHASSA MAKIASHWILLY	Assistant (Conseiller) de Cabinet Vice- Ministre Coop. INT	MINAFFECI	R.D CONGO	kishiwilly@yahoo.fr
27	Benjamin BONGE GIVENDE	Directeur de la DCRE	MIN PLAN	R.D CONGO	benjaminbonge@yahoo.fr
28	MASSA MUKAMBO	Coordinateur Nat. Adjt Projet NEX/DEX	PNUD	R.D CONGO	lambert.masa@undp.org
29	NDOYE Ousmane	Conseiller en Planification	M. Plan	Sénégal	onoureyni@yahoo.fr
30	Wally BADIANE	Administrateur Adjoint Suivi et Evaluation	UNICEF	Sénégal	wbadiane@unicef.org
31	EUGENE NKUBITO	Programme Spécialist	UNDP	Rwanda	eugene.nkubito@undp.org
32	Oumar	Membre Suivi- Evaluation Secrétaire Permanent		GUINEE	tobaldefr@yahoo.fr
33	Aidra SEYNATH	Assistant Représentant	UNFPA	Mauritanie	aidara@unfpa.org
34	Kelly aminata	HEC	OMS	Mauritanie	kellyas@mr.wlo.afro.int
35	Oumoukhayri Bâ Tall	Secrétaire Général AMSE	AMSE	Mauritanie	oktconsult@yahoo.fr
36	Ndery Niang	Responsable chargé de formarmation	AMSE	Mauritanie	
37	Rosny Desroches	Directeur exécutif Initiative Société civile	ISC	HAITI	rosnydesroches@yahoo.com
38	Moctar LAM	Chargé Gouvernance	PNUD	Mauritanie	moktar.lam@undp.org
39	Demba Ould Sabar	Chef de Service Suivi évaluation	MDRE/DPCS E	Mauritanie	
40	Sawator RUHURAMBUGA	Directeur de Planification	Minis de la Planification du développeme nt et de la reconstruction	BURUNDI	ruhuramberg@yahoo.fr
41	Kamoyédji Louis	Responsable Cellule NEX	MCPPD	Bénin	louiskamoyedji@yahoo.fr
42	HOUENSOU Agbodji	Conseiller DHD	PNUD	Bénin	agbadji.houensou@undp.org
43	Soubian Emmanuel	OPO	FENU	Mauritanie	

44	Ponty Nicolas	Economiste Principal	PNUD	Burkina Faso	
45	Fall Arona	ARR/P	PNUD	Sénégal	
46	Ibro Abdou	Conseiller Stat.	PNUD	Niger	
47	El Hassen Ould zein	Directeur	CMAP	Mauritanie	
48	SAMUEL Boris	Conseiller Technique	MAED	France/RIM	
49	Ahmedou O/ Mohamed El Hacem	Chef de Service	BCM	Mauritanie	
50	Mohyedine O/ Sidi Baba	PRCSP	MAED	Mauritanie	
51	OULD ABBA Mohamed	CE	MAED	Mauritanie	
52	Hawa Cissé Wagué		BM	Mauritanie	
53	Coumba MAR GADIO	Coordonnatrice	PNUD/SURF	Sénégal	
55	TOUNKARA S. Claude	1er Conseiller	Mali	Mauritanie	
56	BALDE Thierno Oumar	Membre Suivi-Evaluation	MEF	GUINEE	tobaldefr@yahoo.fr
57	Ahmed Ould Mohamed Ahmed	Assistant au Représentant	FAO	Mauritanie	
58	Jean LE NAY	DAES	Nations-Unies	Mauritanie	
59	Zeïdane Ould Tourade		Radio-Mauritanie	Mauritanie	
60	Brahime Ould El Bah	Sénateur	Chinguitti	Mauritanie	
61	Benito Alvares	Coordinateur	Coopération espagnole	Mauritanie	
62	Seyid Ould ABDALLAHI	Secrétaire Général	CNPM	Mauritanie	
63	Aruna Beniswaree Bolaky	ARR/Economiste	PNUD	Sao Tomé	aruna.bolaky@yahoo.com
64	Djima Moustapha	Expert DSPR/OMD	AFRISTAT	Mali	djima.moustapha@afristat.org
65	LOUBANZI Antoine	Analyste Evalueur des Projets	Aménagement du Territoire	Congo-Brazza	antoineloub@yahoo.fr
66	Hassane Ould Aoubeck	Service Suivi-Evaluation	DATAR	Mauritanie	aoubeck@yahoo.fr
68	Djibi Sow	Conseiller Technique	MF	Mauritanie	
69	Ismail Ould Khalef	Département Bonne Gouvernance Economique	PNBG	Mauritanie	
70	Ravololonarisoa Micheline	Directrice Régionale	UNIFEM	Sénégal	
71	Mamour Ousmane BA	Chef Division Coopération	MEF	Sénégal	bamamour@lycos.com
72	Papa Abdoulaye Bocoum	CPSE/DDS	MAED	Mauritanie	
73	Bouh Ould El Moctar	DPS	MSAS	Mauritanie	
74	Eric DE MUYNCK	Programme Régional Plates Formes Multifonctionnelles	PNUD	Sénégal	
75	PADONOU Djidjiho Médard	Responsable Chargé du Suivi Evaluation Cellule NEX	Ministère Chargé du Plan	Bénin	pamedoux@yahoo.fr
76	MUKWAYANZO NKWESSYN	Directeur de la Coopération Bilatérale Sud	MACI	R.D.C	mukcyrille@yahoo.fr

77	Niang Djibril	Programme National de la Bonne Gouvernance	MAED	Mauritanie	djibriln@hotmail.com
78	Clémence Charavel	Assistante en Stat.	ONS		clench@netcourrier.com
79	Seydou Sall	Waly Mouçaid	Wilaya	Mauritanie	
80	Dr. Rietsh	Projet IHPC	GTZ	Mauritanie	
81	Mme Geurs	Projet IHPC	GTZ	Mauritanie	
82	Kissima Diagana	Journaliste	La Tribune	Mauritanie	
83	Ahmed Salem O/ Vaïda	Journaliste indépendant	El Hourra	Mauritanie	
84	Abdou O/ Cherghi	Journaliste indépendant	Enmbae	Mauritanie	
85	Moustapha O/ Mohamed Abdellahi	Journaliste indépendant	Ahdath	Mauritanie	
86	Mohamed Vall O/ Brahime	Journaliste indépendant	NKTT Post	Mauritanie	
87	Abdellahi Ould Zobeire	Journaliste indépendant	El AHED	Mauritanie	
88	Sidi Mohamed O/ Ahmed	Journaliste indépendant	Beina Essoutour	Mauritanie	
89	Mohamed O/ Moulaye Zeine	Journaliste indépendant	El EssbouabEl lthbari	Mauritanie	
90	Lemrabott	Journaliste indépendant	Vestige	Mauritanie	
91	Ahmed Enghaya	Journaliste indépendant	Ezehef	Mauritanie	
92		Ambassadeur d'Allemagne		Mauritanie	
93		Ambassadeur de France		Mauritanie	
94		Ambassadeur, Commission Européenne		Mauritanie	
95	Holger OSTERRIEDER	Unité Stratégie	PNUD	Mauritanie	
96	Mohamed Ali LEMRABOTT	Conseiller Stratégique	PNUD	Mauritanie	
97	Taib Diallo	Economiste National	PNUD	Sénégal	Taib.diallo@undp.org
98	Luc Joël GREGOIRE	Economiste principal	PNUD		Luc.gregoire@undp.org